

Accusé de réception d'un enregistrement de requête

Numéro Dossier	:	455484 -
Déposé le	:	11 août 2021 à 18:18
Déposé par	:	SELARL DI VIZIO LAW
Juridiction	:	Conseil d'état
Requête	:	216700
Requérant	:	
Saisine	:	Premier ressort
Urgence choisie par le requérant	:	Oui (Référé)
Fichier contenant la requête	:	1104983727_Refere_suspension_CE_Pass_sanitaire_complet.pdf
Fichier(s) contenant des pièces	:	1104983737_P1.pdf (Pièce jointe requête) 1104983741_2_accuse_de_depot_d_une_requete.pdf (Pièce jointe requête) 1104983757_P_12.pdf (Pièce jointe requête) 1104983758_P3_preprint_1.pdf (Pièce jointe requête) 1104983763_P4.pdf (Pièce jointe requête) 1104983769_P5.pdf (Pièce jointe requête) 1104983770_P6.pdf (Pièce jointe requête) 1104983773_P8.pdf (Pièce jointe requête) 1104983775_P9- tamponnee.pdf (Pièce jointe requête) 1104983780_P10.pdf (Pièce jointe requête) 1104983783_P11.pdf (Pièce jointe requête) 1104983785_Piece_7.pdf (Pièce jointe requête)
Fichier contenant l'inventaire des pièces	:	1104983823_inventaireAutomatique_216700.pdf
Fichier contenant le timbre fiscal dématérialisé	:	
Justification de l'absence de fichier contenant le timbre fiscal dématérialisé	:	
Fichier contenant la décision d'aide juridictionnelle	:	

CONSEIL D'ETAT

REFERE-SUSPENSION

POUR :

ANONYMISE

Représentés par la **SELARL DI VIZIO**
195 bd Malesherbes – 75017 Paris
Tél 01 78 82 00 15 - Fax 01 78 82 00 19
Adresse mail : fdv@divizio.fr - Toque E0306

CONTRE

Décret n° 2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire

PLAISE AU TRIBUNAL

I. FAITS ET PROCEDURE

La loi du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire organise la sortie de l'état d'urgence sanitaire qui prend fin le 1er juin 2021. Du 2 juin au 30 septembre 2021, le gouvernement peut prendre certaines mesures pour limiter les déplacements ou les accès à certains établissements. Ainsi, durant cette période transitoire un « *pass sanitaire* » a été instauré par le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021.

Ce « *pass sanitaire* » avait vocation à s'appliquer seulement pour les activités rassemblant un nombre élevé de personnes et également de faciliter les passages aux frontières ainsi que d'authentifier les informations sur le statut des personnes par rapport au virus (immunisé, vacciné, non-contaminé) lors d'un contrôle.

Les preuves sanitaires reconnues sont :

- la vaccination à savoir un schéma vaccinal complet;
- la preuve d'un test négatif de moins de 48h ou 72h pour le « *pass sanitaire* » pour l'accès aux grands événements concernés ou
- le résultat d'un test RT-PCR¹ ou antigénique positif attestant du rétablissement de la Covid-19, datant d'au moins de 11 jours et de moins de 6 mois.

Puis, cette loi a été modifiée par la loi du 5 août 2021 n° 2021-1040 relative à la gestion de la crise sanitaire. Cette loi habilite le Premier Ministre à :

*« A compter du 2 juin 2021 et jusqu'au 15 novembre 2021 inclus, le Premier ministre peut, par décret pris sur le rapport du ministre chargé de la santé, dans l'intérêt de la santé publique et aux seules fins de lutter contre la propagation de l'épidémie de covid-19 :
1° Imposer aux personnes âgées d'au moins douze ans souhaitant se déplacer à destination ou en provenance du territoire hexagonal, de la Corse ou de l'une des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution, ainsi qu'aux personnels intervenant dans les services de transport concernés, de présenter le résultat d'un examen de dépistage virologique ne concluant pas à une contamination par la covid-19, un justificatif de statut vaccinal concernant la covid-19 ou un certificat de rétablissement à la suite d'une contamination par la covid-19 ;
2° Subordonner à la présentation soit du résultat d'un examen de dépistage virologique ne concluant pas à une contamination par la covid-19, soit d'un justificatif de statut vaccinal concernant la covid-19, soit d'un certificat de rétablissement à la suite d'une contamination par la covid-19 l'accès à certains lieux, établissements, services ou événements où sont exercées les activités suivantes :*

a) Les activités de loisirs ;

¹Le test **RT-PCR** : **Reverse Transcriptase-PCR** pour "Transcriptase inverse-Réaction en Chaîne par Polymérase" est un test de diagnostic moléculaire mettant en évidence la contraction d'un virus par une personne. La plupart des tests **PCR** sont réalisés sur des échantillons prélevés en utilisant des tampons nasaux.

b) Les activités de restauration commerciale ou de débit de boissons, à l'exception de la restauration collective, de la vente à emporter de plats préparés et de la restauration professionnelle routière et ferroviaire ;

c) Les foires, séminaires et salons professionnels ;

d) Sauf en cas d'urgence, les services et établissements de santé, sociaux et médico-sociaux, pour les seules personnes accompagnant ou rendant visite aux personnes accueillies dans ces services et établissements ainsi que pour celles qui y sont accueillies pour des soins programmés. La personne qui justifie remplir les conditions prévues au présent 2° ne peut se voir imposer d'autres restrictions d'accès liées à l'épidémie de covid-19 pour rendre visite à une personne accueillie et ne peut se voir refuser l'accès à ces services et établissements que pour des motifs tirés des règles de fonctionnement et de sécurité de l'établissement ou du service, y compris de sécurité sanitaire ;

e) Les déplacements de longue distance par transports publics interrégionaux au sein de l'un des territoires mentionnés au 1° du présent A, sauf en cas d'urgence faisant obstacle à l'obtention du justificatif requis ;

f) Sur décision motivée du représentant de l'Etat dans le département, lorsque leurs caractéristiques et la gravité des risques de contamination le justifient, les grands magasins et centres commerciaux, au delà d'un seuil défini par décret, et dans des conditions garantissant l'accès des personnes aux biens et services de première nécessité ainsi, le cas échéant, qu'aux moyens de transport.

Cette réglementation est rendue applicable au public et, à compter du 30 août 2021, aux personnes qui interviennent dans ces lieux, établissements, services ou événements lorsque la gravité des risques de contamination en lien avec l'exercice des activités qui y sont pratiquées le justifie, au regard notamment de la densité de population observée ou prévue. Cette réglementation est applicable aux mineurs de plus de douze ans à compter du 30 septembre 2021 ».

Cette loi a donc étendu le « *pass sanitaire* ». C'est en ce sens que le Premier Ministre a, le 7 août 2021, pris un décret n° 2021-1059 pour appliquer le « *pass sanitaire* » dans les lieux suivants :

- tous les spectacles, expositions culturelles, les concerts, les festivals, les événements sportifs (match, compétition) (article 47-1 1°a,b,c)
- tous les événements ne se rattachant pas au cursus de formation des universités et des écoles (article 47-1 1°d)
- les salles où s'organisent les pratiques de la danse, les salles de jeux (comme celles avec présence de billards, flippers, autres jeux électriques ou électroniques) si leurs effectifs atteignent 120 personnes au total (1°e)
- les expositions commerciales (1°f)
- les terrains de sport, les stades, les pistes de patinage, les piscines en plein air, les arènes, les hippodromes,...(1°g)

- les salles de sport avec abonnement, c'est-à-dire les salles omnisports, les salles d'éducation physique et sportive ; les salles sportives spécialisées ; les patinoires ; les piscines couvertes, transformables et mixtes ; les salles polyvalentes à dominante sportive, dont l'aire d'activité est inférieure à 1 200 m² et la hauteur sous plafond supérieure ou égale à 6,50 mètres (1°h)
- les événements organisés dans les églises, les mosquées, les synagogues, les temples sans lien avec une activité de culte, en dehors des cérémonies religieuses (1°i)
- les musées et expositions culturelles (1°j)
- les bibliothèques et centres de documentation sauf pour les bibliothèques universitaires, la bibliothèque nationale de France bibliothèque publique d'information et sauf pour des motifs professionnels et de recherche (1°i)
- les événements culturels, sportifs, ludiques ou festifs organisés dans l'espace public (article 47-1 2°)
- les navires de croisière avec hébergement, bateaux à passager et bateaux effectuant des livraisons internationales (3°)
- les compétitions et manifestations sportives soumises à une procédure d'autorisation (4°)
- les fêtes foraines comptant plus de trente stands ou attractions (5°)
- tous les restaurants et débits de boissons, les restaurants des hôtels, les restaurants en altitude et refuge de montagne, les restaurants des établissements flottants (péniche, ponton, embarcadère) sauf notamment les restaurations d'entreprise, la cantine scolaire, la vente à emporter (6°)
- les centres commerciaux (minimum 20 000 m²) peuvent être soumis à « pass sanitaire » si le représentant de l'Etat le décide par une décision motivée ET même s'il le décide, l'accès aux biens et aux services de première nécessité et aux moyens de transports ne doit pas être entravé (7°)
- les foires et salons professionnels ainsi que, lorsqu'ils rassemblent plus de cinquante personnes, les séminaires professionnels organisés en dehors des établissements d'exercice de l'activité habituelle (8°)
- les services et établissements de santé médicaux et sociaux sont soumis à « pass sanitaire » sauf urgence et s'il entrave l'accès aux soins constaté par le chef de service ainsi que pour les visites d'enfants dans les établissements médicaux et sociaux (9°)
- le pass sanitaire est requis pour tous les TGV et Intercités en France, l'avion et les services de transport réguliers non public (type flibus, ouibus, easy line) (10°).

Cependant, il sera démontré *infra* que, ce décret est illégal en ce qu'il ne permet pas de respecter l'objectif fixé par la loi du 5 août 2021.

La suspension du décret n° 2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire est donc demandée en référé.

II. SUR L'INTERET A AGIR

1. Sur l'intérêt à agir de l'association

L'association justifie de son droit à agir par la transmission de ses statuts, dont l'article 2 énonce :

« Cette association a pour objet de réunir, informer, soutenir, défendre et représenter tout citoyen français constituant une victime directe et/ou indirecte du virus « Coronavirus COVID-19 » (pièce n°1 statuts).

2. Sur l'intérêt à agir des requérants

Les requérants ont un intérêt à agir en ce que d'une part le décret n°2021-1059 du 7 août 2021 cause un préjudice grave à un intérêt de santé publique, et d'autre part un préjudice grave à leur droits et libertés fondamentaux, tel qu'il sera développé *infra*.

III. DISCUSSION

A titre principal, il sera demandé la suspension du décret n°2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire en ce qu'il viole l'objectif instauré par la loi du 5 août 2021.

A titre subsidiaire, il sera demandé au Conseil d'Etat de suspendre les mesures prescrites par le décret n°2021-1059 du 7 août 2021 mais seulement en ce qu'il s'applique dans :

- les terrasses de tous les restaurants visés par l'article 47-1 6° du décret ;
- tous les spectacles, exposition culturelle, les concerts, les festivals, les évènements sportifs en plein air pouvant être visés par l'article 47-1.-I 1°a,b,c du décret ;
- les fêtes foraines comptant plus de trente stands ou attractions visés par l'article 47-1.-I 5° du décret ;
- les terrains de sport, les stades, les pistes de patinage, les piscines en plein air, les arènes, les hippodromes,... c'est-à-dire tous les terrains sportifs de plein air visés par l'article 47-1 1°g du décret ;
- les événements culturels, sportifs, ludiques ou festifs organisés dans l'espace public en plein air qui pourraient être visés par l'article 47-1.-I 2° du décret ;
- les transports visés par l'article 47-1 I 10° du décret.

A titre infiniment subsidiaire, il sera demandé à la juridiction de suspendre les mesures prescrites par le décret n° 2021-1059 du 7 août 2021 en ce qu'elles ne prévoient pas de tests RT-PCR pour les personnes non vaccinées et le retrait du masque pour les lieux soumis à « *pass sanitaire* ».

A. A TITRE PRINCIPAL SUR LA SUSPENSION DU DECRET N°2021-1059 DU 7 AOÛT 2021

EN DROIT, l'article L. 521-1 du code de justice administrative :

« Quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le juge des référés, saisi d'une demande en ce sens, peut ordonner la suspension de l'exécution de cette décision, ou de certains de ses effets, lorsque l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un doute sérieux quant à la légalité de la décision.

Lorsque la suspension est prononcée, il est statué sur la requête en annulation ou en réformation de la décision dans les meilleurs délais. La suspension prend fin au plus tard lorsqu'il est statué sur la requête en annulation ou en réformation de la décision »

Le texte exige ainsi :

- L'existence d'un recours au fond préalable à la demande de suspension ;
- L'existence d'un doute sérieux quant à la légalité de la décision administrative ;
- Une urgence.

Au cas d'espèce, ces conditions sont réunies.

1. Un recours préalable

EN L'ESPECE, ce point ne souffre pas de discussion, les requérants ayant introduit une requête aux fins d'annulation, dont ils justifient le dépôt (**pièce n°2 preuve dépôt REP**).

2. L'existence d'un doute sérieux sur la légalité : sur l'illégalité tirée de l'absence d'adéquation avec l'objectif poursuivi par le législateur

EN DROIT, les droits et libertés fondamentaux sont relatifs puisqu'ils doivent être conciliés tant avec les autres libertés individuelles qu'avec des impératifs supérieurs, notamment l'ordre public.

Une autorité administrative peut donc limiter voire interdire l'exercice d'une liberté pour des nécessités de maintien de l'ordre, en vertu du principe selon lequel « la liberté est la règle et la restriction de police l'exception ». Toutefois, parce que ces actes mettent souvent en jeu la liberté des individus, le juge administratif exerce à leur égard un contrôle particulièrement minutieux.

Concernant la légalité externe, le juge administratif censure classiquement l'incompétence de l'autorité qui signe l'acte de police (*CE, 28 avril 1989, Commune de Montgeron, n° 74018*). S'agissant de la légalité interne, le juge administratif examine le but de la mesure de police et, le cas échéant, censure le détournement de pouvoir (*CE, 15 mars 1996, Syndicat des artisans fabricants de pizzas, n° 133080*).

Surtout, la mesure de police prise par l'autorité administrative doit toujours être proportionnée à la nature du trouble qu'elle entend prévenir ou faire cesser. Le juge exerce ainsi un contrôle étroit pour sanctionner la disproportion de la mesure (CE, 19 mai 1933 – arrêt Benjamin).

Dans son célèbre arrêt Baldy, le Conseil d'Etat a également rappelé que : « Les atteintes susceptibles d'être portées [aux libertés] ne sont admises que lorsqu'elles s'avèrent strictement nécessaires pour assurer le respect de l'ordre public ou pour opérer une conciliation avec une autre liberté. » (CE, 10 août 1917 n°59855). Lorsqu'elles se limitent à des obligations de faire ou de ne pas faire, les décisions de police ne peuvent pas davantage prescrire les moyens qu'il convient de mettre en œuvre pour atteindre le résultat prescrit (CE, 6 avril 1998, SARL Anciens établissements Ousteau et Cie, n° 142845).

La nature du contrôle du Conseil d'Etat a été précisée en 2011 (CE, Assemblée, 26 décembre 2011, Association pour la promotion de l'image et autres), le Conseil d'Etat soumettant les mesures de police au « triple test de proportionnalité », c'est-à-dire vérifiant qu'elles sont adaptées, nécessaires, proportionnées à la défense de l'ordre public.

Concernant la nouvelle loi du 5 août 2021, l'objectif du législateur a été rappelé dans les travaux parlementaires, et notamment dans le rapport du député Jean-Pierre Pont explique l'objectif de cette loi c'est-à-dire « *ajuster les outils sanitaires dont nous disposons pour maximiser l'efficacité de notre lutte collective contre la maladie et adapter les contraintes qu'elle impose à la population : telle est l'ambition de ce projet de loi* »².

EN L'ESPECE, il sera démontré que le décret n°2021-1059 du 7 août 2021 est illégal en ce qu'il ne répond pas à l'objectif du législateur.

i. Le vaccin n'empêche pas la transmission du virus

Dans sa décision n° 2021-824 DC en date du 5 août 2021, le Conseil constitutionnel a estimé, dans son considérant 39 que : « Toutefois, en premier lieu, **le législateur a estimé que, en l'état des connaissances scientifiques dont il disposait**, les risques de circulation du virus de la covid-19 sont fortement réduits entre des personnes vaccinées, rétablies ou venant de réaliser un test de dépistage dont le résultat est négatif. En adoptant les dispositions contestées, le législateur a entendu permettre aux pouvoirs publics de prendre des mesures visant à limiter la propagation de l'épidémie de covid-19. Il a ainsi poursuivi l'objectif de valeur constitutionnelle de protection de la santé ».

Pourtant, l'état des connaissances scientifiques actuel ne permet pas de conclure de manière certaine que la vaccination permet de réduire la propagation du virus. Au contraire, il existe une incertitude scientifique résultant de ces connaissances scientifiques.

Effectivement, le Gouvernement fonde ses mesures sur une étude effectuée par l'Institut Pasteur sortie le 28 juin 2021³, complètement désuète qui a notamment conclu qu'« *une personne non-vaccinée a 12 fois plus de risque de transmettre le SARS-CoV-2 qu'une personne vaccinée.* »

² https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_lois/115b4389_rapport-fond#

³ <https://modelisation-covid19.pasteur.fr/evaluate-control-measures/impact-partially-vaccinated-population/>

Aussi, Monsieur Olivier Véran se base sur une étude statistique de la Direction de la Recherche et des Etudes de l'évaluation et des Statistiques (DREES)⁴ qui affirme que les non vaccinés sont plus touchés que les vaccinés. Sur la base de ces données, il a conclu que le vaccin protégeait du virus alors que l'on voit clairement que les personnes ayant reçu une première dose sont moins touchées par le virus que les personnes ayant reçu deux doses.

	Tests RT-PCR		Admissions et décès hospitaliers							
	RT-PCR positives	dont L452R	Ensemble			dont RT-PCR positive			dont mutation L452R	
Statut vaccinal			Hospit. conv.	Soins critiques	Décès	Hospit. conv.	Soins critiques	Décès	Hospit. conv.	Soins critiques
Effectifs (en nombre de tests ou de patients)										
Non-vaccinés	115 315	12 543	5 654	1 441	720	3 968	1 047	502	181	73
Primo dose récente	3 668	565	121	33	0	97	25	0	5	0
Primo dose efficace	10 985	2 111	479	107	103	395	83	86	18	6
Vaccination complète	7 577	1 288	504	115	103	364	83	77	20	2
Ensemble	137 545	16 507	6 758	1 696	926	4 824	1 238	665	224	81
Proportions (en %)										
Non-vaccinés	84	76	84	85	78	82	85	75	81	90
Primo dose récente	3	3	2	2	0	2	2	0	2	0
Primo dose efficace	8	13	7	6	11	8	7	13	8	7
Vaccination complète	6	8	7	7	11	8	7	12	9	2
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Sur le site internet du Gouvernement, accessible à la date du 25 juillet 2021 et mis à jour le 3 août 2021, on peut lire qu'« *en l'état des connaissances, les vaccins aujourd'hui disponibles ou en cours de développement réduisent la sévérité des symptômes, mais la réduction de la contagiosité est incertaine. Les gestes barrières, dont le port du masque, restent nécessaires après la vaccination* »⁵.

En outre, dans un arrêt en date du 1^{er} avril 2021 le Conseil d'Etat a jugé que « *Bien que la vaccination assure une protection efficace, le juge des référés relève que les personnes vaccinées peuvent être porteuses du virus et contribuer à sa diffusion dans des proportions qui ne sont aujourd'hui pas connues. La levée des restrictions de déplacement pourrait dès lors aggraver le risque de contamination, notamment pour les personnes vulnérables qui sont majoritairement non vaccinées* » (Décision n°450956 CE 1^{er} avril 2021). Comment trois mois plus tard est-il possible d'affirmer de manière certaine que les personnes vaccinées ne sont pas porteuses du virus si en avril 2021 ces données étaient encore inconnues ?

Aussi, une étude sous forme de *preprint* a montré que les personnes entièrement vaccinées qui sont contaminées par des variants du Sars-Cov 2 peuvent transmettre le virus⁶ (**pièce n°3 preprint 1**)

Selon une étude menée à Singapour, l'efficacité de Pfizer contre une infection avec le variant delta est de 69 %⁷ (**pièce n°4 singapour**). Or on estime que le variant delta est 30 à 60 % plus

⁴ https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/2021-07-23_-_sivc-sidep-vacci_premiers_resultats_-_drees-2.pdf

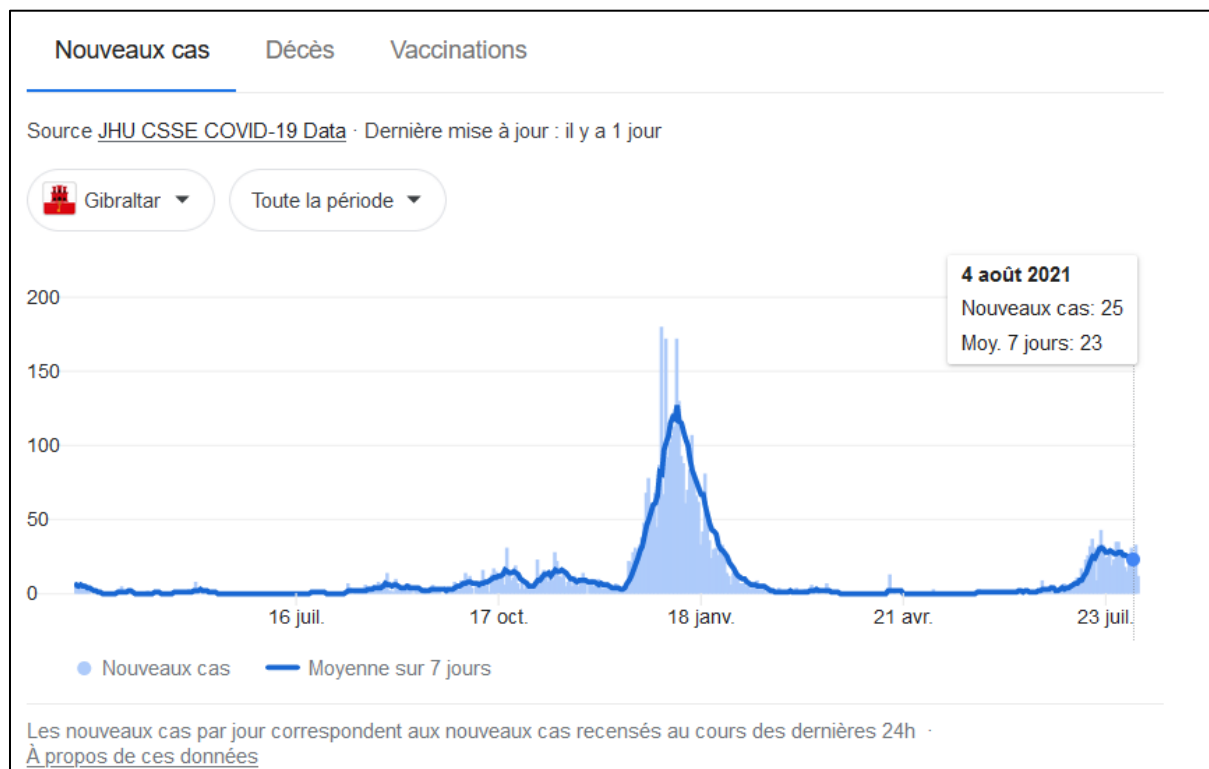
⁵ <https://solidarites-sante.gouv.fr/soins-et-maladies/maladies/maladies-infectieuses/coronavirus/tout-savoir-sur-la-covid-19/article/les-gestes-barrieres>

⁶ <https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2021.05.23.21257679v1.full-text>

⁷ <https://news.yahoo.com/covid-vaccination-singapore-effective-delta-variant-ong-ye-kung-123900712.html>

transmissible⁸ que les autres variants du coronavirus, il est estimé qu'il sera majoritaire dans toute l'Europe d'ici quelques semaines à quelques mois⁹. La présence majoritaire de ce variant Delta a également été reconnue par le Gouvernement lui-même (*Avis consultatif du Conseil d'Etat du 20 juillet 2021, considérant 7*).

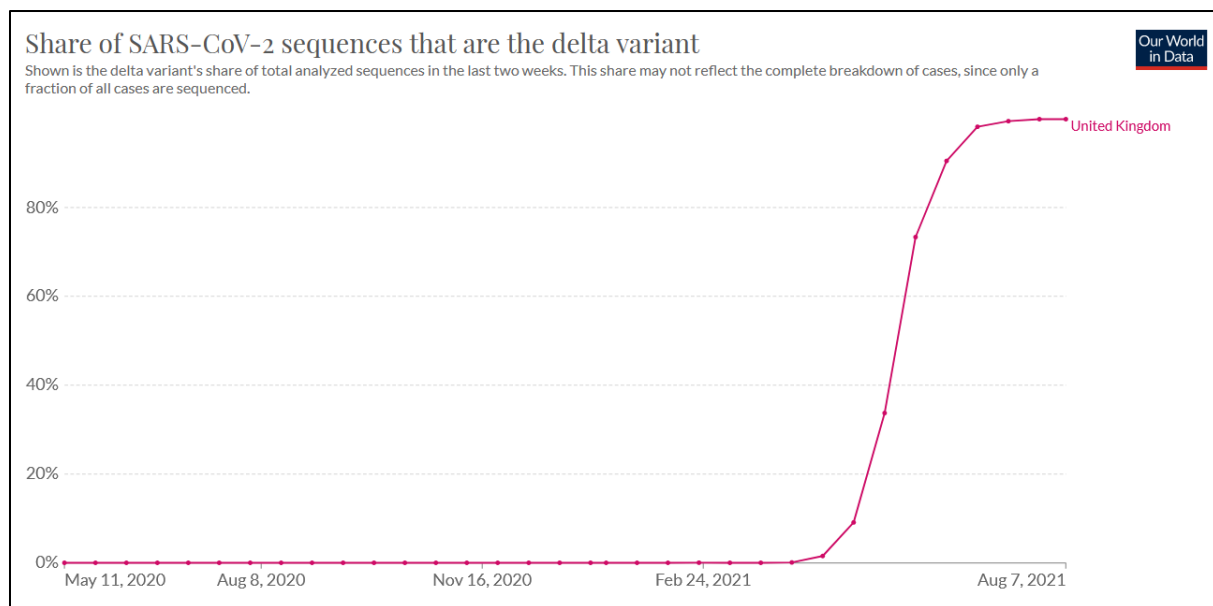
Il a également été relayé par des médias une explosion du variant Delta à Gibraltar alors que la quasi-totalité de la population a été vaccinée :



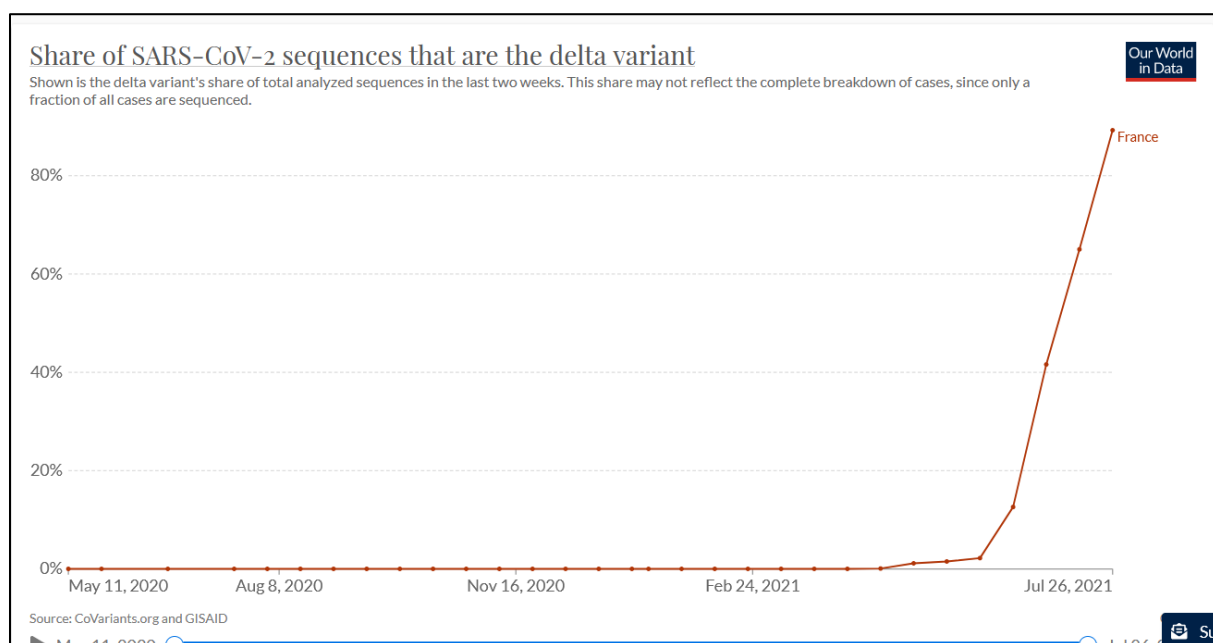
La propagation du variant Delta est également problématique en Angleterre alors que la population a été vaccinée massivement :

⁸ NY TIMES. Covid News: Pfizer and BioNTech Are Developing a Vaccine That Targets Delta Variant. IN: https://www.nytimes.com/live/2021/07/08/world/covid-19-vaccine-coronavirus-updates?name=style-coronavirus®ion=TOP_BANNER&block=storyline_menu_recirc&action=click&pgtype=Interactive&variant=1_Show&is_new=false#delta-variant-covid-vaccine-immunity

⁹ Institut Pasteur. IN : <https://www.pasteur.fr/fr/espace-presse/documents-presse/covid-19-analyse-sensibilite-du-variant-delta-aux-anticorps-monoclonaux-au-serum-personnes-ayant-ete>. 08/07/21

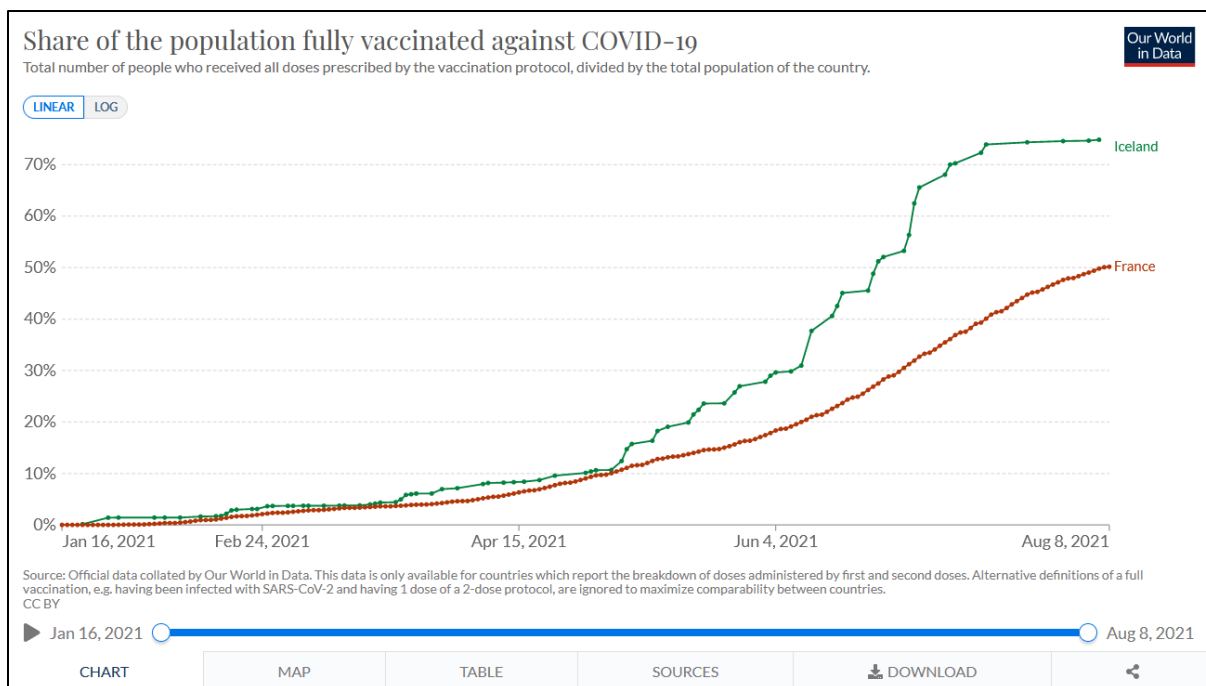


Une augmentation exponentielle de la transmission du virus sur le territoire français est déjà observée.



En Islande, pays bien plus vacciné que la France, l'épidémiologiste en chef a rapporté que le variant Delta était dominant sur le territoire et que les personnes vaccinées pouvaient contracter et transmettre le virus responsable de la COVID-19¹⁰.

¹⁰<https://www.7sur7.be/monde/pas-dimmunité-collective-mais-peu-de-formes-graves-ce-que-dit-la-nouvelle-vague-de-contaminations-en-islande~ac8a2bec/?referrer=https%3A%2F%2Fwww.google.com%2F>



Une autre étude, parue le 12 juillet sous forme de *preprint*, a révélé que les charges virales associées à cette flambée épidémique dans la province du Guangdong (Chine), causée par le variant Delta, étaient environ mille fois supérieures à celles observées avec les souches virales (19A, 19B) qui circulaient en Chine lors de l'épidémie de 2020¹¹ (**pièce n°5 Viral infection and transmission in a large well-traced outbreak caused by the Delta SARS-CoV-2 variant**). Encore une étude sous forme de *preprint* va également dans ce sens car elle conclut qu'il y a un taux de réplication virale potentiellement plus rapide et une infectiosité accrue de la variante Delta au stade précoce de l'infection lorsque les personnes sont vaccinées¹² (**pièce n°6 preprint 2**).

De nombreux médias ont également relayé que des personnes vaccinées ont pu attraper le Sars-Cov-2¹³ (**pièce n°7 presse**) :

- La croisiériste Royal Caribbean a annoncé dans un communiqué en date du jeudi 10 juin 2021 que deux de ses passagers ont été testés positifs au Covid-19 alors que son "*équipage et les passagers*" ont tous été vaccinés¹⁴.
- Dans un Ehpad, le 27 juin 2021 deux personnes vaccinées sont décédées du virus¹⁵.

Encore plus récemment le Centers for Disease Control and Prevention (CDC) a rapporté que les trois quarts des cas de COVID-19 dans une épidémie survenue lors de grands

¹¹ <https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2021.07.07.21260122v1>

¹² <https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2021.07.07.21260122v1>

¹³ <https://www.yahoo.com/news/6-fully-vaccinated-people-caught-154610774.html>

<https://www.lindependant.fr/2021/06/11/covid-19-bien-que-vaccinees-deux-personnes-testees-positives-a-bord-dun-bateau-de-croisiere-9600079.php>

<https://www.ladepeche.fr/2021/06/11/etats-unis-deux-passagers-dune-croisiere-positifs-au-covid-19-malgre-la-vaccination-9600470.php>

<https://www.sudouest.fr/landes/pontonx-sur-l-adour/covid-19-a-l-ehpad-de-pontonx-sur-l-adour-un-deuxieme-deces-3935277.php>

¹⁴ <https://www.reuters.com/world/us/two-guests-onboard-royal-caribbean-cruise-test-covid-19-positive-2021-06-10/>

¹⁵ <https://www.sudouest.fr/landes/pontonx-sur-l-adour/covid-19-a-l-ehpad-de-pontonx-sur-l-adour-un-deuxieme-deces-3935277.php>

rassemblements publics à Cape Cod, dans le Massachusetts, étaient dus à des infections spontanées et que presque tous les cas séquencés étaient la variante Delta. Sur les 469 cas liés à de multiples événements et grands rassemblements estivaux dans une petite ville, 346 (74 %) sont survenus chez des personnes entièrement vaccinées, et près de 80 % de ces cas étaient symptomatiques¹⁶ (**pièce n°8 CDC**).

Une autre étude réalisée sur la période de 24 juin au 12 juillet 2021 par le *Imperial College* de Londres sur 100 000 personnes, a conclu que l'efficacité des vaccins était estimée à 49% contre le variant DELTA (**pièce n°9 imperial college**).

En Israël, un des pays où la population est la plus vaccinée au monde, les autorités viennent ainsi de décider de fermer les frontières du pays aux touristes vaccinés¹⁷, indiquant non seulement que la vaccination ne protège pas de la contamination et de la transmission, mais également que la majorité des personnes hospitalisées pour des formes graves sont désormais des personnes vaccinées¹⁸. Israël a également rapporté qu'à la date du 12 juillet 2021 « *sur les 143 patients hospitalisés, 58 % étaient vaccinés, 39 % ne l'étaient pas du tout et 3 % étaient partiellement vaccinés (...) 15 des 20 personnes décédées ce mois-ci étaient entièrement vaccinées : soit les 3/4 des décès* »¹⁹.

Toujours sur Israël, le Monde a rapporté que « *Le ministère de la santé israélien a rendu publics des chiffres montrant que le vaccin de Pfizer et BioNTech ne protégerait plus qu'à 39 % contre l'infection (...) L'efficacité des vaccins contre le Covid-19 diminue-t-elle dans le temps ? Dans tous les pays où la campagne vaccinale est déjà bien avancée, la réponse à cette question est cruciale pour déterminer l'évolution des stratégies de lutte contre le Covid-19. Plus de sept mois après l'autorisation du premier vaccin – celui des laboratoires Pfizer et BioNTech –, la durée de l'immunité qu'il confère reste difficile à évaluer, faute de recul, ce qui complique la tâche des autorités de santé. Faut-il dès à présent prévoir une troisième dose pour tout ou partie de la population ? Quel risque ont les personnes vaccinées d'être malgré tout infectées et de contaminer d'autres personnes ? Le port du masque doit-il rester obligatoire « au cas où » ?* »²⁰.

Le 10 août 2021, il a été rapporté par Monsieur Andrew Pollard, directeur de l'Oxford Vaccine que « *l'immunité collective n'est pas possible avec le variant Delta* ". D'après le spécialiste, ce variant infectera toujours les personnes vaccinées "et nous n'avons rien qui arrêtera complètement cette transmission »²¹.

Aussi, des pays qui n'ont pas suivi la même politique de vaccination que la France ont des résultats bien plus satisfaisants que les nôtres.

¹⁶ <https://www.cdc.gov/mmwr/volumes/70/wr/mm7031e2.htm>

¹⁷ <https://www.businesstravel.fr/israel-ne-rouvre-pas-ses-frontieres-aux-voyageurs-vaccines.html>

¹⁸ <https://www.jpost.com/breaking-news/for-first-time-since-march-855-new-coronavirus-cases-in-israel-674084>

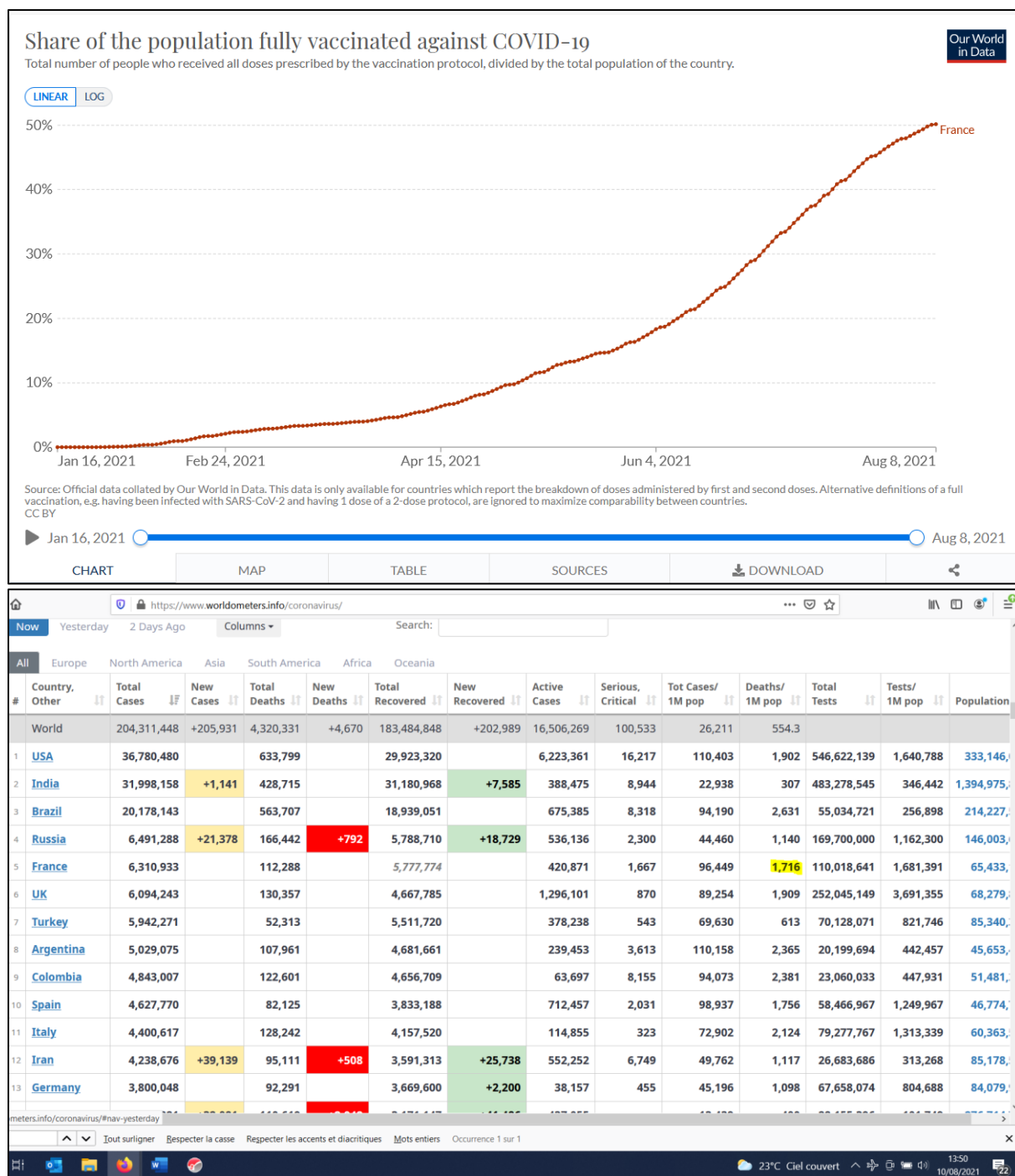
¹⁹ <https://www.jpost.com/health-science/coronavirus-in-israel-what-do-we-know-about-the-143-hospitalized-people-674508>

²⁰ https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/07/30/covid-19-de-nouvelles-donnees-suggerent-que-les-personnes-vaccinees-peuvent-transmettre-le-virus_6090012_3244.html

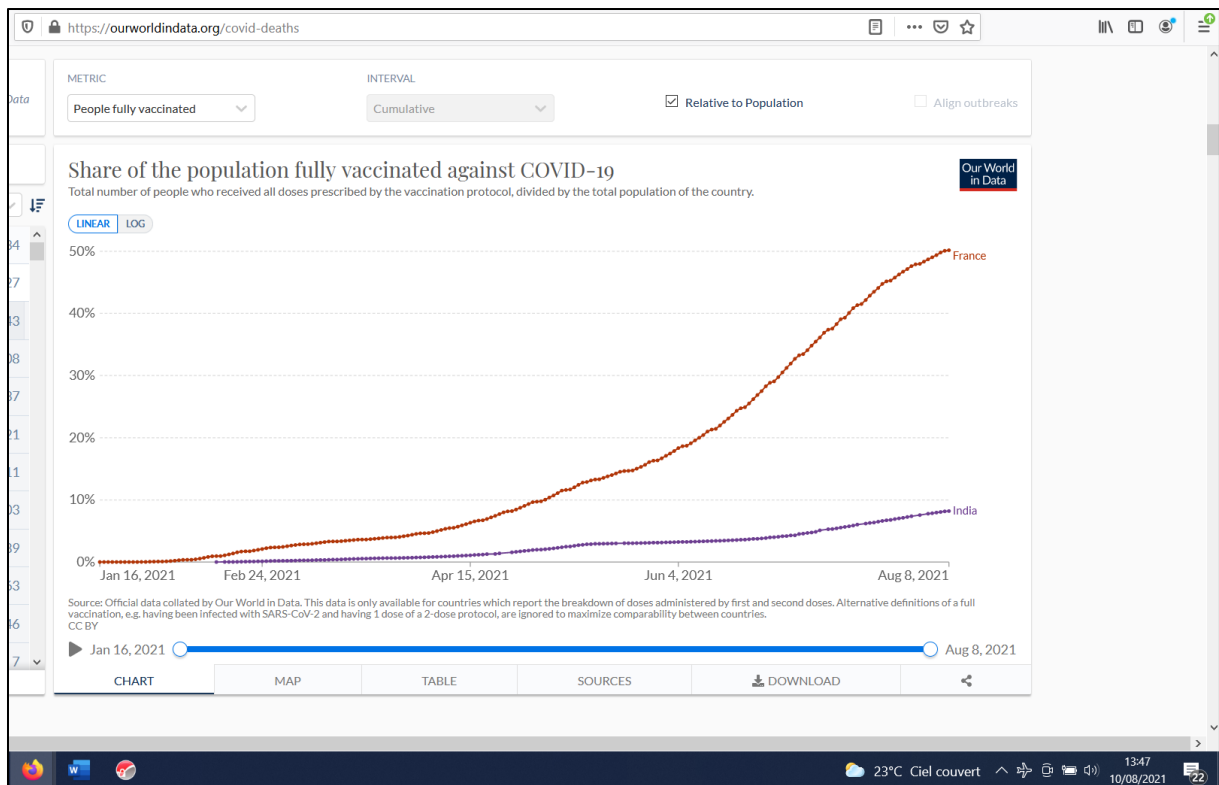
²¹ <https://www.theguardian.com/world/2021/aug/10/delta-variant-renders-herd-immunity-from-covid-mythical>

<https://www.ladepeche.fr/2021/08/10/covid-19-atteindre-limmunit%C3%A9-collective-ne-sera-pas-possible-avec-le-variant-delta-affirment-plusieurs-etudes-9725326.php>

En France, fin juillet 2021, 50% de la population avait déjà reçu deux doses. La mortalité attribuée au virus s'élève à 1716 par millions d'habitants (cf. tableau *infra*, colonne « deaths/1M pop »).



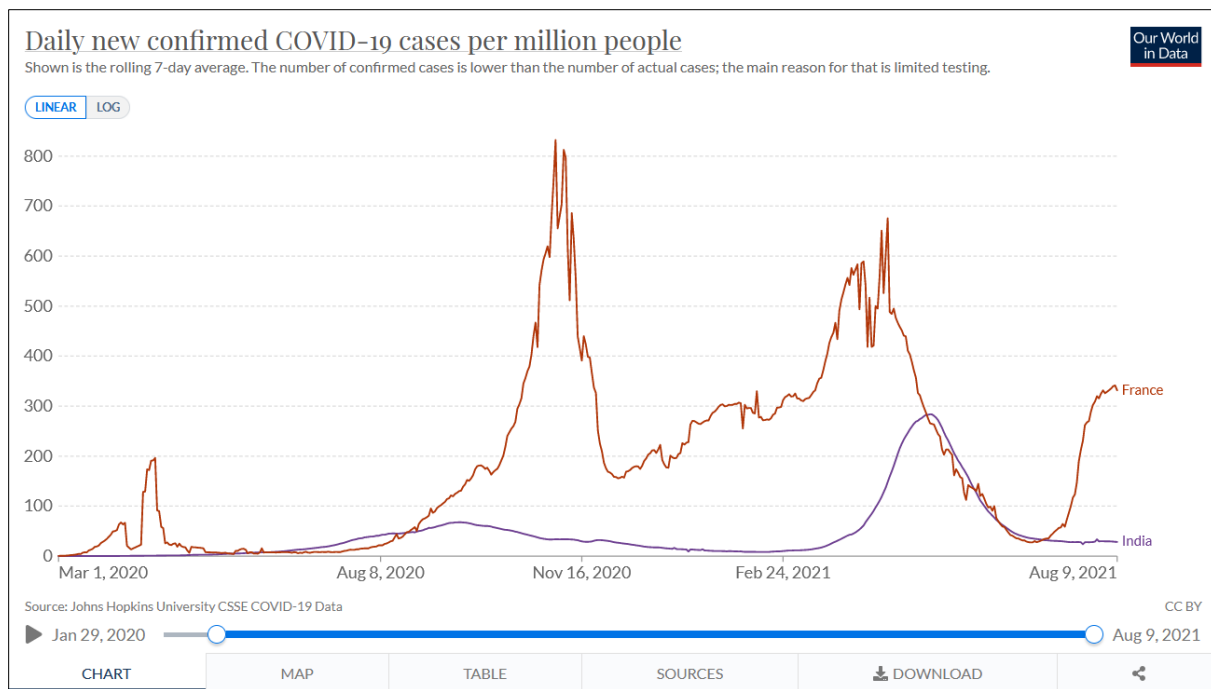
En Inde, où la couverture vaccinale est bien moindre moins de 10% de la population est vaccinée et ce pays n'a que 307 morts du virus par millions d'habitants.



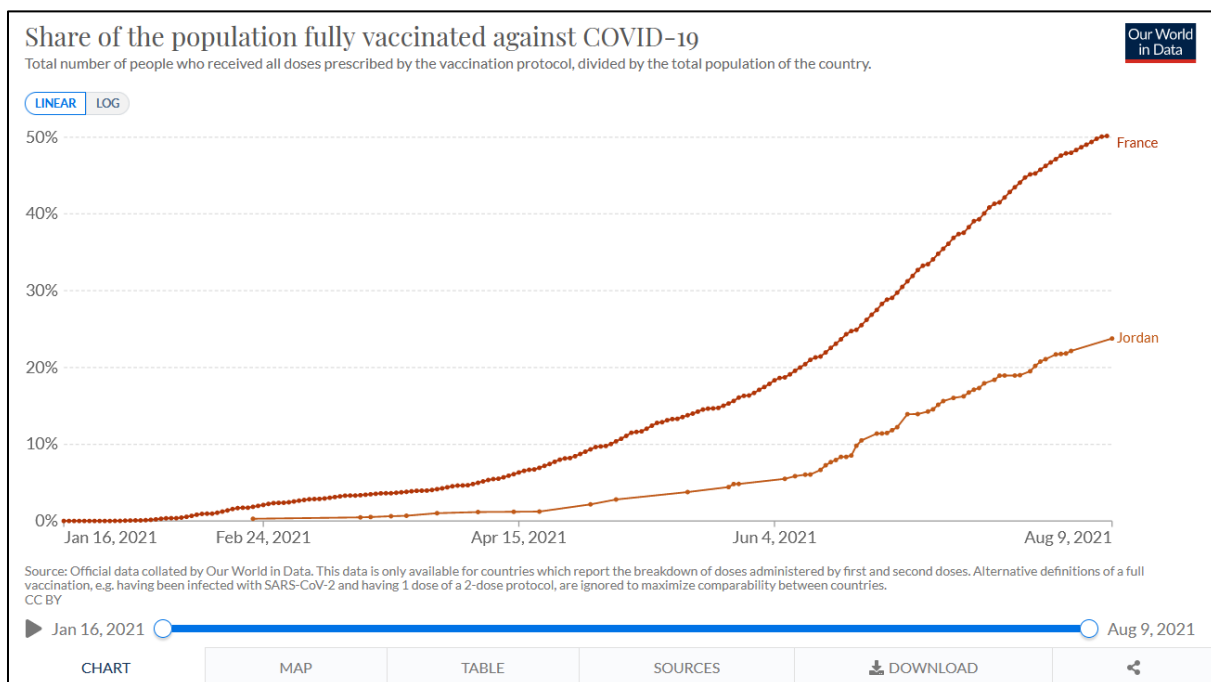
https://www.worldometers.info/coronavirus/

Now Yesterday 2 Days Ago Columns Search:

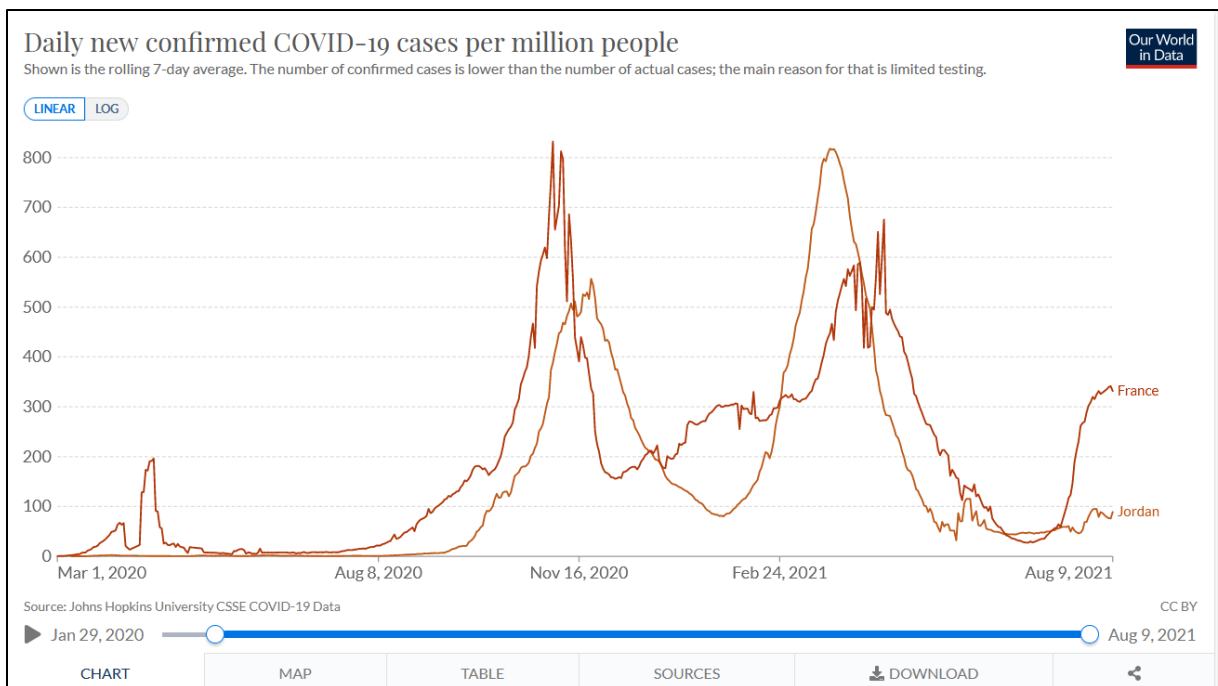
	All	Europe	North America	Asia	South America	Africa	Oceania										
#	Country, Other	Total Cases	New Cases	Total Deaths	New Deaths	Total Recovered	New Recovered	Active Cases	Serious, Critical	Tot Cases/ 1M pop	Deaths/ 1M pop	Total Tests	Tests/ 1M pop	Population			
	World	204,311,448	+205,931	4,320,331	+4,670	183,484,848	+202,989	16,506,269	100,533	26,211	554.3						
1	USA	36,780,480		633,799		29,923,320		6,223,361	16,217	110,403	1,902	546,622,139	1,640,788	333,146,0			
2	India	31,998,158	+1,141	428,715		31,180,968	+7,585	388,475	8,944	22,938	307	483,278,545	346,442	1,394,975,8			
3	Brazil	20,178,143		563,707		18,939,051		675,385	8,318	94,190	2,631	55,034,721	256,898	214,227,5			
4	Russia	6,491,288	+21,378	166,442	+792	5,788,710	+18,729	536,136	2,300	44,460	1,140	169,700,000	1,162,300	146,003,6			
5	France	6,310,933		112,288		5,777,774		420,871	1,667	96,449	1,716	110,018,641	1,681,391	65,433,1			
6	UK	6,094,243		130,357		4,667,785		1,296,101	870	89,254	1,909	252,045,149	3,691,355	68,279,8			
7	Turkey	5,942,271		52,313		5,511,720		378,238	543	69,630	613	70,128,071	821,746	85,340,3			
8	Argentina	5,029,075		107,961		4,681,661		239,453	3,613	110,158	2,365	20,199,694	442,457	45,653,4			
9	Colombia	4,843,007		122,601		4,656,709		63,697	8,155	94,073	2,381	23,060,033	447,931	51,481,2			
10	Spain	4,627,770		82,125		3,833,188		712,457	2,031	98,937	1,756	58,466,967	1,249,967	46,774,7			
11	Italy	4,400,617		128,242		4,157,520		114,855	323	72,902	2,124	79,277,767	1,313,339	60,363,5			
12	Iran	4,238,676	+39,139	95,111	+508	3,591,313	+25,738	552,252	6,749	49,762	1,117	26,683,686	313,268	85,178,5			
13	Germany	3,800,048		92,291		3,669,600	+2,200	38,157	455	45,196	1,098	67,658,074	804,688	84,079,9			
14	Indonesia	3,718,821	+32,081	110,619	+2,048	3,171,147	+41,486	437,055		13,439	400	28,155,396	101,749	276,714,7			



En Jordanie, la population est nettement moins vaccinée qu'en France, pourtant le nombre de morts attribués au virus est bien plus faible que celui en France :



#	Country, Other	Total Cases	New Cases	Total Deaths	New Deaths	Total Recovered	New Recovered	Active Cases	Serious, Critical	Tot Cases/ 1M pop	Deaths/ 1M pop	Total Tests	Tests/ 1M pop	Population
30	Romania	1,085,412	+312	34,323	+4	1,048,777	+157	2,312	86	56,841	1,797	10,804,085	565,786	19,095,1
31	Pakistan	1,075,504	+3,884	24,004	+86	967,073	+2,669	84,427	4,530	4,767	106	16,551,440	73,361	225,615,
32	Japan	1,043,625	+12,068	15,297	+17	899,124	+9,212	129,204	1,230	8,280	121	19,196,748	152,297	126,048,
33	Portugal	988,061		17,485		925,842		44,734	189	97,213	1,720	15,803,776	1,554,904	10,163,
34	Israel	908,322	+1,917	6,559		866,297	+554	35,466	394	97,397	703	17,162,009	1,840,233	9,326,
35	Hungary	810,046	+35	30,037		759,033	+1,786	20,976	15	84,089	3,118	6,399,106	664,274	9,633,
36	Thailand	795,951	+19,843	6,588	+235	578,140	+22,806	211,223	5,450	11,372	94	8,129,670	116,149	69,993,
37	Jordan	778,093		10,135		755,979		11,979	642	75,434	983	8,669,366	840,470	10,314,
38	Switzerland	727,113		10,913		693,449		22,751	52	83,342	1,251	9,250,039	1,060,238	8,724,
39	Serbia	726,454		7,143		712,095		7,216	15	83,515	821	4,755,787	546,740	8,698,
40	Nepal	720,680	+3,194	10,150	+35	673,198	+2,115	37,332		24,254	342	3,707,396	124,769	29,714,
41	Morocco	701,325		10,404		617,411		73,510	1,041	18,755	278	8,022,043	214,533	37,393,
42	UAE	695,619	+1,334	1,982	+4	672,749	+1,396	20,888		69,408	198	68,387,144	6,823,563	10,022,
43	Austria	664,133	+601	10,751	+1	646,937	+452	6,445	40	73,278	1,186	69,844,185	7,706,394	9,063,
44	Kazakhstan	649,120	+7,235	6,973	+97	533,329	+7,702	108,818	221	34,120	367	11,575,012	608,429	19,024,
45	Tunisia	613,628		21,089		546,614		45,925	630	51,328	1,764	2,349,663	196,541	11,955,



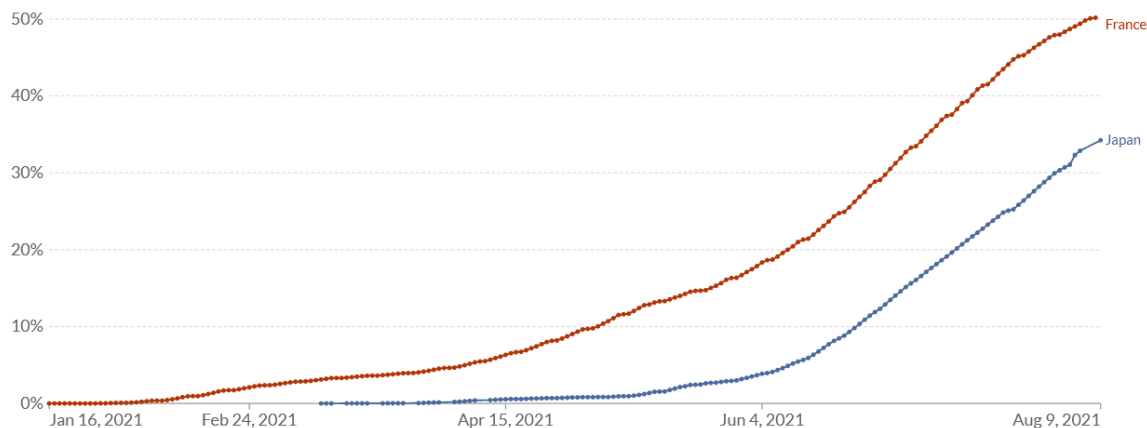
Au Japon, on observe également une population beaucoup moins vaccinée que la France, et un nombre de morts attribués au virus par millions d'habitants bien plus faible que celui de la France.

Share of the population fully vaccinated against COVID-19

Total number of people who received all doses prescribed by the vaccination protocol, divided by the total population of the country.

Our World
in Data

LINEAR LOG



Source: Official data collated by Our World in Data. This data is only available for countries which report the breakdown of doses administered by first and second doses. Alternative definitions of a full vaccination, e.g. having been infected with SARS-CoV-2 and having 1 dose of a 2-dose protocol, are ignored to maximize comparability between countries. CC BY

Jan 16, 2021 Aug 9, 2021

CHART

MAP

TABLE

SOURCES

DOWNLOAD

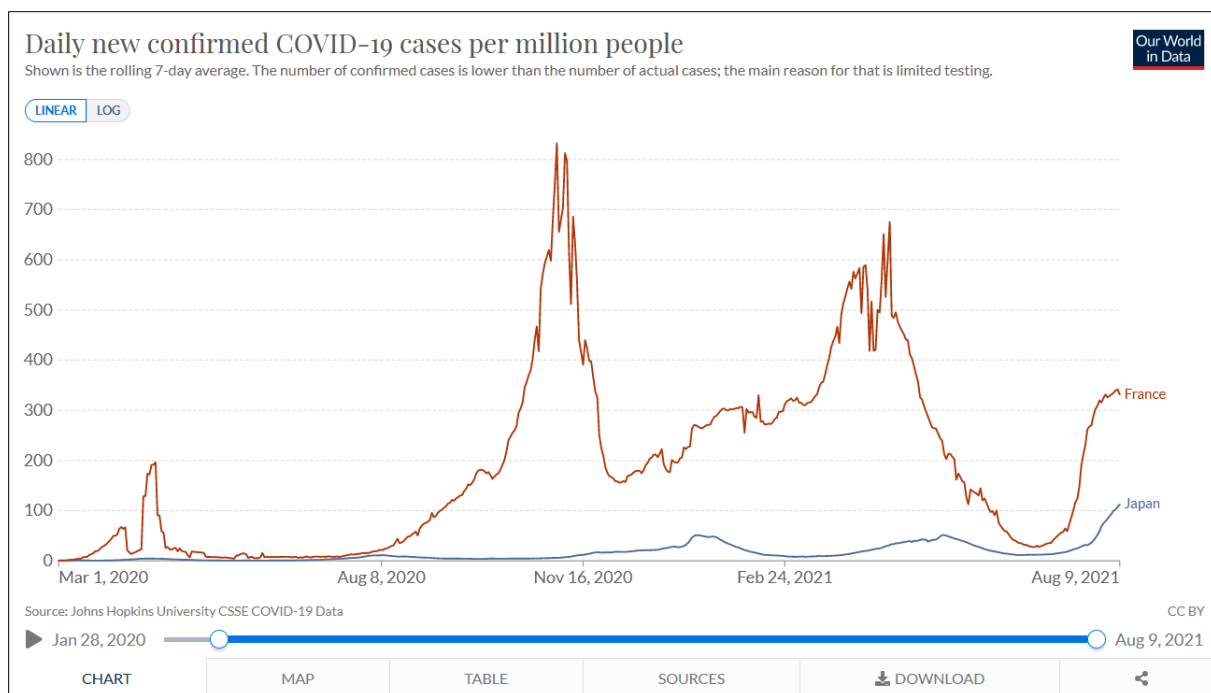
← → ↺

https://www.worldometers.info/coronavirus/

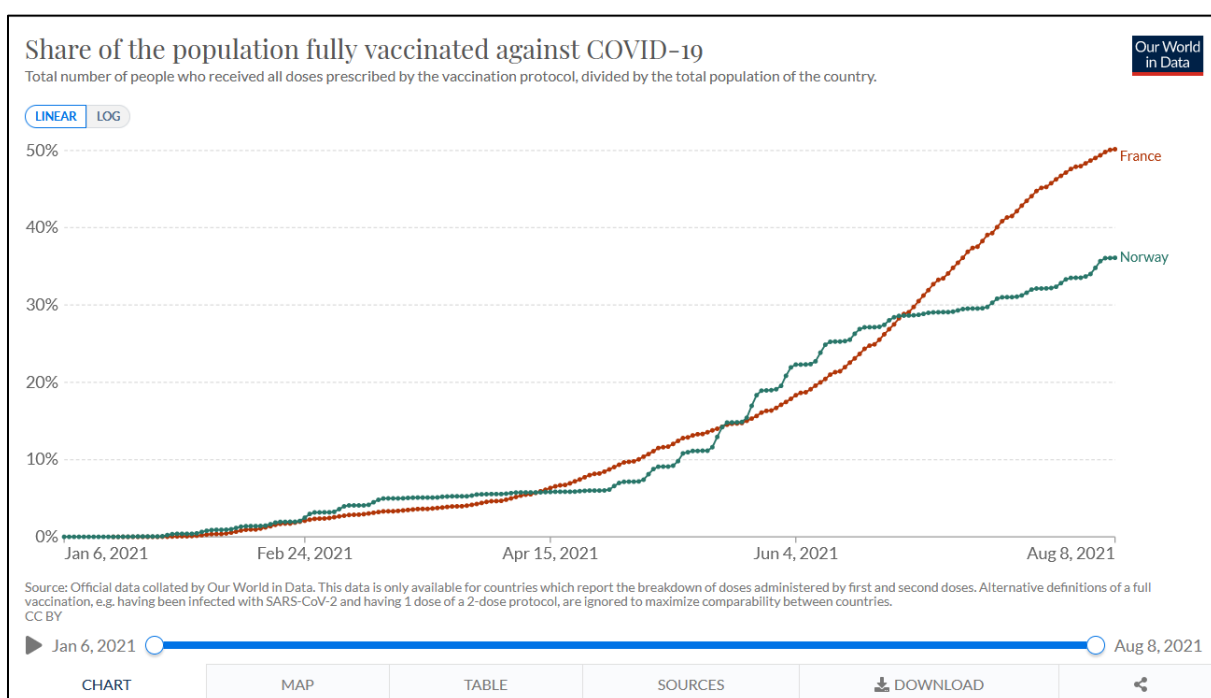
... 🛡️ ⭐

Iceland Tout surligner Respecter la casse Respecter les accents et diacritiques Mots entiers Occurrence 1 sur 2

23°C Ciel couvert 13:40 10/08/2021



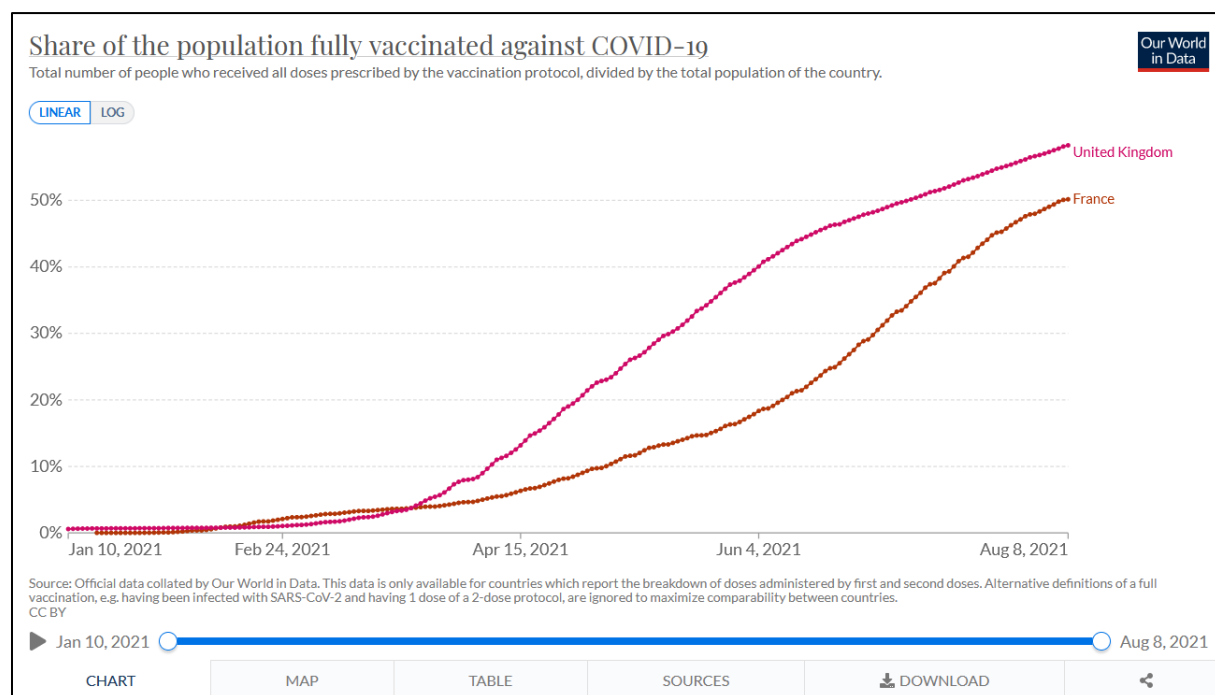
En Norvège, le même schéma est observé :

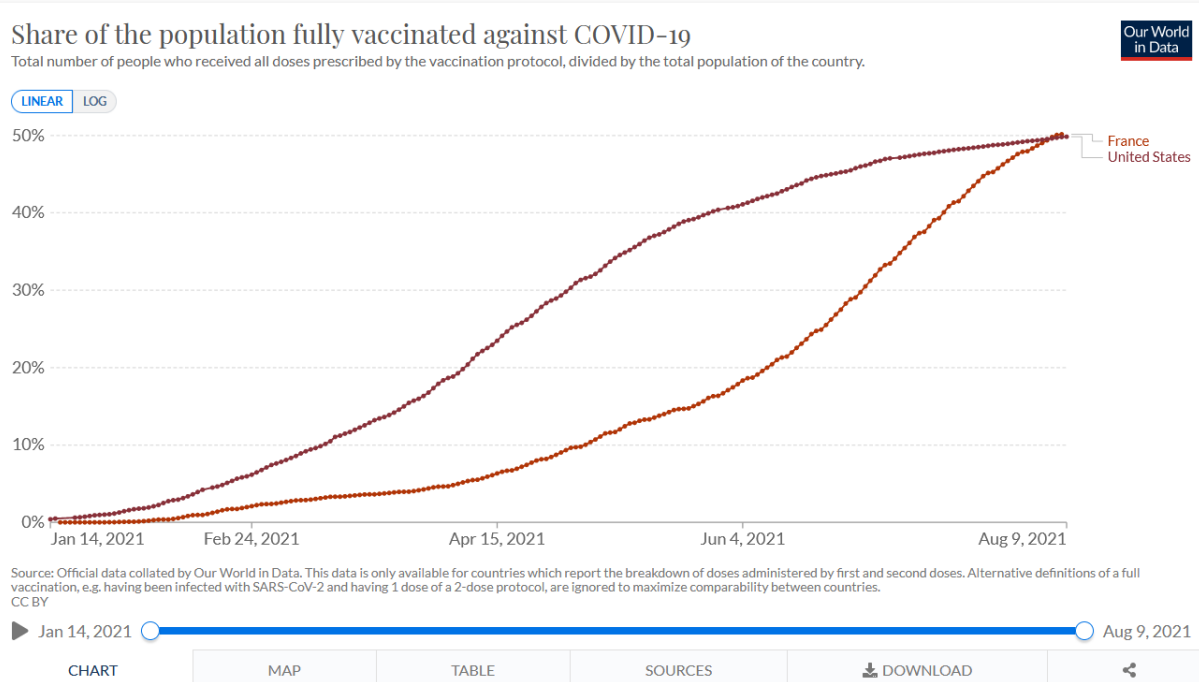
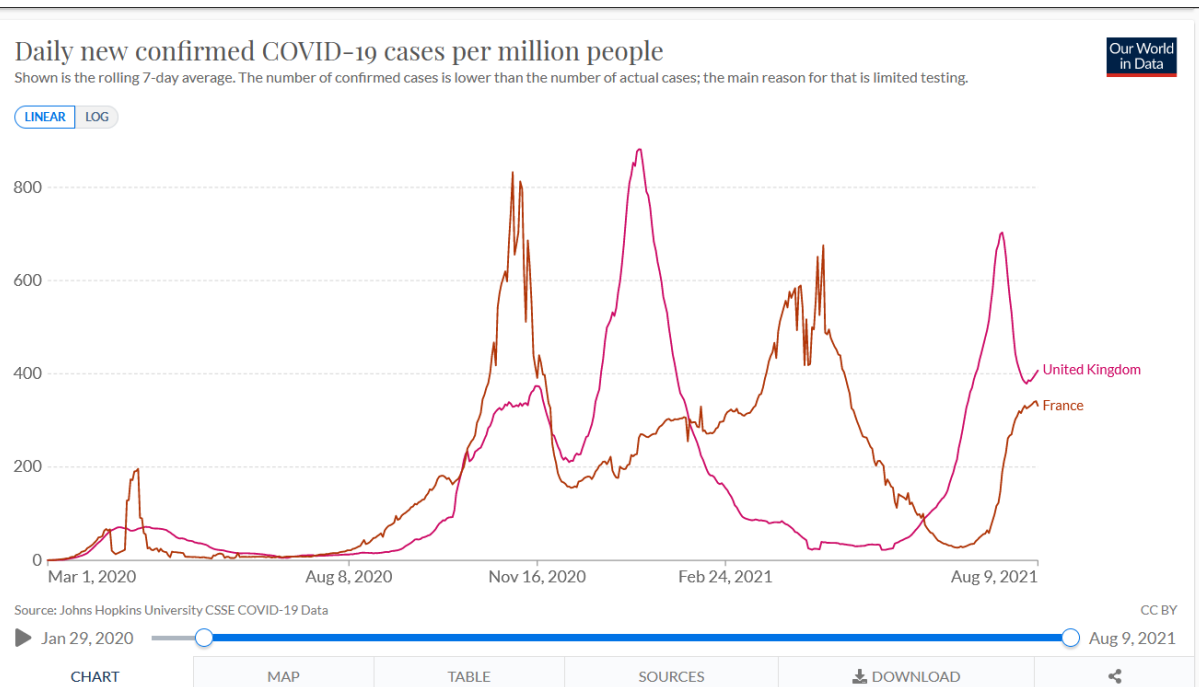


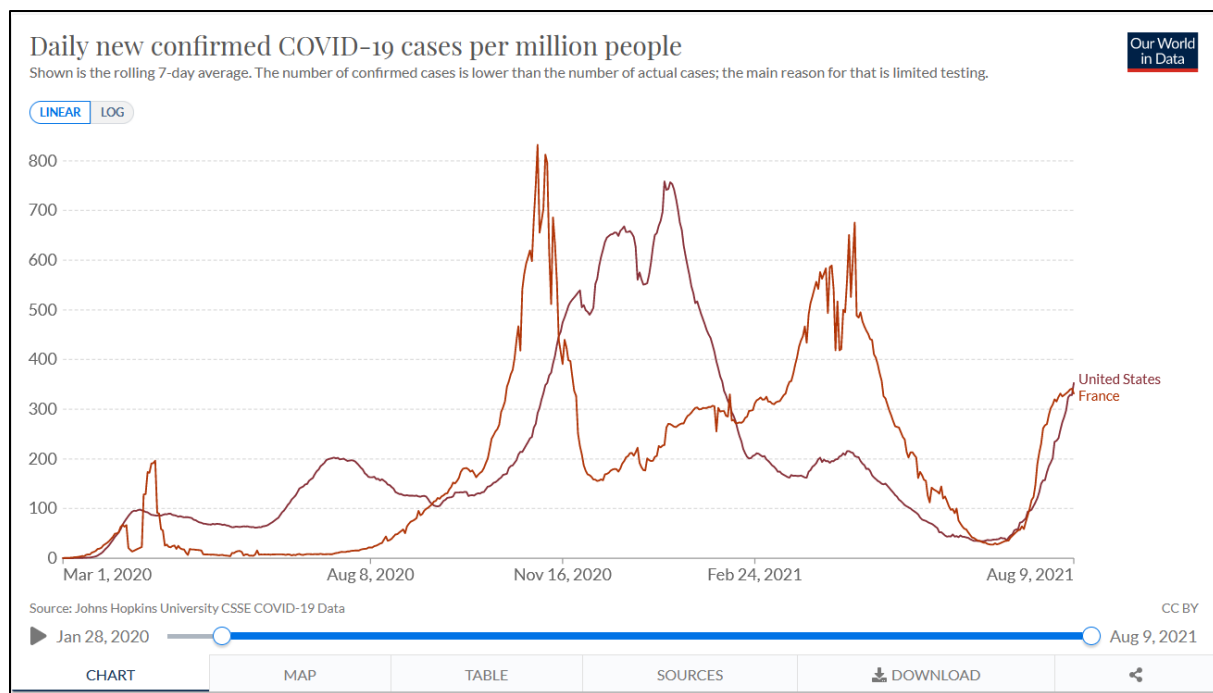
#	Country, Other	Total Cases	New Cases	Total Deaths	New Deaths	Total Recovered	New Recovered	Active Cases	Serious, Critical	Tot Cases/ 1M pop	Deaths/ 1M pop	Total Tests	Tests/ 1M pop	Population
85	Bosnia and Herzegovina	206,317		9,694		191,359		5,264		63,322	2,975	1,088,194	333,982	3,258,000
86	Zambia	200,201		3,491		193,051		3,659	289	10,565	184	2,145,033	113,196	18,949,000
87	Algeria	182,368		4,578		122,074		55,716	43	4,078	102	230,861	5,162	44,723,000
88	Nigeria	178,508		2,192		165,982		10,334	11	843	10	2,542,261	12,005	211,758,000
89	Mongolia	175,560	+957	860	+3	168,749	+1,991	5,951	192	52,619	258	3,446,882	1,033,093	3,336,000
90	Kyrgyzstan	169,971	+471	2,413	+6	159,280	+995	8,278	195	25,587	363	1,585,006	238,605	6,642,000
91	North Macedonia	158,164		5,509		150,556		2,099		75,921	2,644	1,022,293	490,713	2,083,000
92	Afghanistan	151,013		6,999		103,908		40,106	1,124	3,785	175	730,712	18,317	39,893,000
93	Norway	141,333		804		88,952		51,577	1	25,847	147	6,702,705	1,225,798	5,468,000
94	Latvia	139,587	+125	2,561	+2	135,954	+23	1,072	14	74,922	1,375	3,206,315	1,720,948	1,863,000
95	Uzbekistan	138,382	+891	941	+7	131,781	+875	5,660	23	4,070	28	1,377,915	40,522	34,003,000
96	Estonia	135,512	+290	1,277		129,616		4,619	6	102,079	962	1,657,335	1,248,444	1,327,000
97	Albania	133,981		2,460		130,439		1,082	3	46,613	856	934,342	325,065	2,874,000
98	Mozambique	133,177		1,628		107,433		24,116	32	4,134	51	779,449	24,193	32,217,000
99	Botswana	130,771		1,832		111,411		17,528	1	54,399	762	1,542,739	641,764	2,403,000

En revanche, les pays ayant opté pour une politique vaccinale encore plus offensive présentent les mêmes résultats que la France, voire pire.

Tel est le cas en Angleterre.







All	Europe	North America	Asia	South America	Africa	Oceania								
#	Country, Other	Total Cases	New Cases	Total Deaths	New Deaths	Total Recovered	New Recovered	Active Cases	Serious, Critical	Tot Cases/ 1M pop	Deaths/ 1M pop	Total Tests	Tests/ 1M pop	Population
	World	204,311,448	+205,931	4,320,331	+4,670	183,484,848	+202,989	16,506,269	100,533	26,211	554.3			
1	USA	36,780,480		633,799		29,923,320		6,223,361	16,217	110,403	1,902	546,622,139	1,640,788	333,146,000
2	India	31,998,158	+1,141	428,715		31,180,968	+7,585	388,475	8,944	22,938	307	483,278,545	346,442	1,394,975,000
3	Brazil	20,178,143		563,707		18,939,051		675,385	8,318	94,190	2,631	55,034,721	256,898	214,227,000
4	Russia	6,491,288	+21,378	166,442	+792	5,788,710	+18,729	536,136	2,300	44,460	1,140	169,700,000	1,162,300	146,003,000
5	France	6,310,933		112,288		5,777,774		420,871	1,667	96,449	1,716	110,018,641	1,681,391	65,433,000
6	UK	6,094,243		130,357		4,667,785		1,296,101	870	89,254	1,909	252,045,149	3,691,355	68,279,000
7	Turkey	5,942,271		52,313		5,511,720		378,238	543	69,630	613	70,128,071	821,746	85,340,000
8	Argentina	5,029,075		107,961		4,681,661		239,453	3,613	110,158	2,365	20,199,694	442,457	45,653,000
9	Colombia	4,843,007		122,601		4,656,709		63,697	8,155	94,073	2,381	23,060,033	447,931	51,481,000
10	Spain	4,627,770		82,125		3,833,188		712,457	2,031	98,937	1,756	58,466,967	1,249,967	46,774,000
11	Italy	4,400,617		128,242		4,157,520		114,855	323	72,902	2,124	79,277,767	1,313,339	60,363,000
12	Iran	4,238,676	+39,139	95,111	+508	3,591,313	+25,738	552,252	6,749	49,762	1,117	26,683,686	313,268	85,178,000
13	Germany	3,800,048		92,291		3,669,600	+2,200	38,157	455	45,196	1,098	67,658,074	804,688	84,079,000
14	Indonesia	3,718,821	+32,081	110,619	+2,048	3,171,147	+41,486	437,055		13,439	400	28,155,396	101,749	276,714,000

Les données présentées ci-dessus montrent que l'état actuel des connaissances scientifiques sur la contamination et la propagation du Sars-Cov-2 est complètement incertain et invite à beaucoup de prudence. En tout état de cause, elles ne permettent pas de démontrer que les personnes vaccinées ne sont plus contaminées ni contaminantes.

C'est pourquoi le « pass sanitaire » ne lutte pas contre la propagation de l'épidémie, au contraire, il permet à celle-ci de se répandre puisqu'il instaure un relâchement des gestes barrières à l'intérieur des lieux soumis au pass.

Effectivement le port du masque n'est plus obligatoire en ces lieux, sauf dans les transports.

Pourtant, il a été démontré que la vaccination n'est pas un outil sanitaire permettant de lutter contre la propagation du virus puisque les personnes infectées sont contaminantes, selon les témoignages des autorités compétentes à travers le monde.

ii. Différence de traitement entre les vaccinés et non vaccinés sans rapport avec l'objectif poursuivi

Les données développées *supra* ne font que corroborer le fait que les personnes vaccinées continuent de transmettre le virus.

Dès lors, en introduisant une différence de traitement entre les non vaccinés et les vaccinés, le risque de contamination est accru ainsi que le risque de développer une forme grave par les personnes non vaccinées.

Étant donné que les directives gouvernementales visent à assurer la protection de la santé des individus sur le territoire français, la dérogation à l'exigence d'un test RT-PCR dans le cadre du mécanisme transitoire du passeport sanitaire pour les personnes vaccinées ou ayant déjà été atteintes de la maladie constitue une vulnérabilité du mécanisme. Pourtant, de nombreux pays ont appelé à la prudence sur la différence de traitement entre les vaccinés et les non vaccinés :

- En Suisse, Virginie Masserey, médecin, Office Fédéral Suisse de Santé Publique a énoncé dans une vidéo que *« les données récentes semble montrer que le risque de contamination par le variant Delta est analogue chez une personne vaccinée infectée que chez une personne non vaccinée infectée. Ce que cela signifie c'est que cela justifie en effet que les personnes vaccinées respectent les mêmes règles que les autres dans les espaces intérieurs publics, la distance et les masques. Cela signifie aussi que les personnes vaccinées doivent se faire vacciner en cas de symptômes et sont mises en isolement si elles sont infectées »*²².
- Aussi, le Centers for Disease Control and Prevention (CDC) a sorti une nouvelle étude démontrant qu'il était nécessaire que les personnes vaccinées continuent de porter le masque à l'intérieur²³ car ces personnes ne seraient pas protégées par le variant DELTA.
- Aux États-Unis encore, le directeur du National Institute of Allergy and Infectious Diseases (NAID), le Docteur Fauci, a reconnu publiquement que le port du masque en intérieur restait nécessaire pour les personnes vaccinées²⁴.

²² https://twitter.com/BBR_06/status/1424474015775838209

<https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/krankheiten/ausbrueche-epidemien-pandemien/aktuelle-ausbrueche-epidemien/novel-cov/situation-schweiz-und-international.html#1329752440>

²³ <https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/vaccines/fully-vaccinated.html>

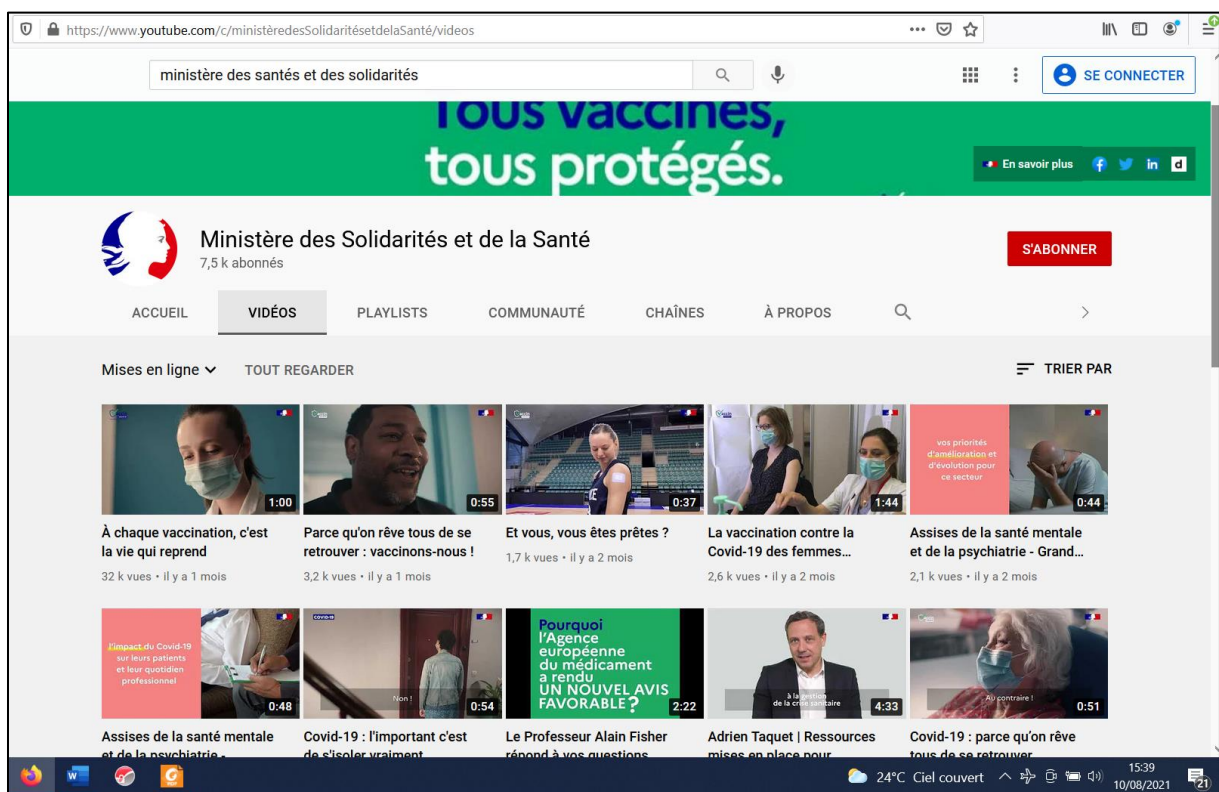
²⁴ <https://www.msnbc.com/all-in/watch/dr-fauci-explains-updated-cdc-mask-guidance-for-vaccinated-people-amid-covid-hotspots-117489221538>

- En Angleterre, les touristes français doivent subir une quarantaine même s'ils sont vaccinés²⁵. La quarantaine a pris fin le 8 août 2021.

Or, ce dysfonctionnement est observé dans le fait que ce mécanisme est utilisé plutôt à octroyer des passe-droits aux vaccinés, alors que son objectif est de contenir la propagation du virus.

Dans ce cas spécifique, il y a une volonté grave et manifeste de distinguer les personnes vaccinées des personnes non vaccinées, en faisant abstraction de l'objectif de la loi qui est de lutter contre la propagation du virus.

Pourtant, le Gouvernement ne cesse de faire croire que la vaccination est seule efficace pour lutter contre le virus, en multipliant les campagnes de vaccination par l'intermédiaire de ces publicités :



Le Président Emmanuel Macron ne cesse de communiquer aux Français d'aller se faire vacciner via son compte *Twitter* et *Instagram* :

²⁵ https://www.bfmtv.com/international/europe/angleterre/covid-19-l-angleterre-exempte-de-quarantaine-les-voyageurs-vaccines-arrivant-de-l-ue-et-des-etats-unis_AD-202107280250.html



15:44

EMMANUELMACR... Publications S'abonner



Continuer à regarder

Consultez le Centre d'information sur le COVID-19 pour des ressources sur les vaccins.

510 022 vues

emmanuelmacron Merci pour vos questions. Et surtout : faites-vous vacciner !

15:44

EMMANUELMACR... Publications S'abonner



Consultez le Centre d'information sur le COVID-19 pour des ressources sur les vaccins.

736 383 vues

emmanuelmacron « Avec le vaccin, devient-on titan ? »

Voir les 4 012 commentaires

15:45

EMMANUELMACR... Publications S'abonner



Consultez le Centre d'information sur le COVID-19 pour des ressources sur les vaccins.

510 022 vues

emmanuelmacron Merci pour vos questions. Et surtout : faites-vous vacciner !

15:45

EMMANUELMACR... Publications S'abonner



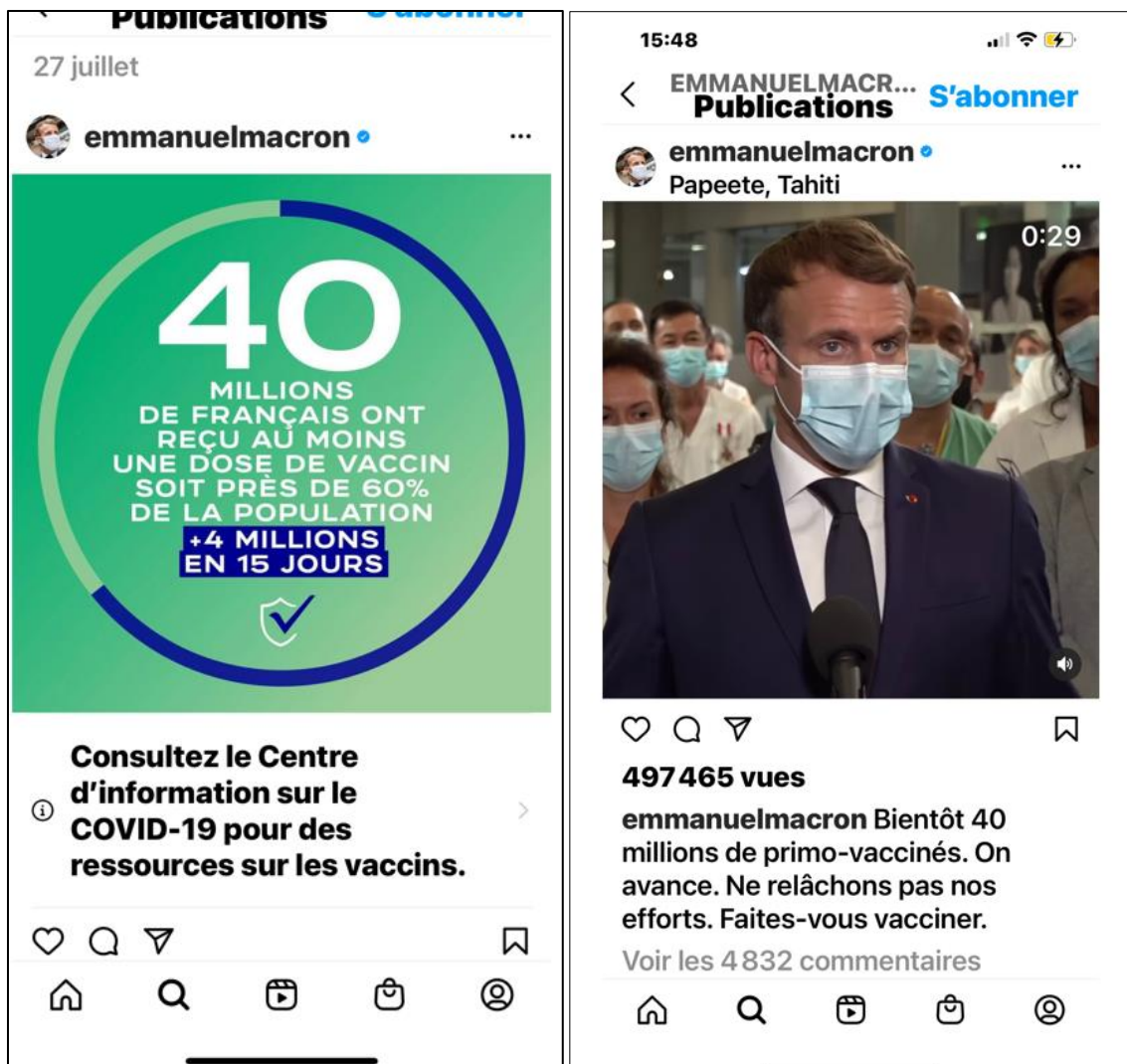
Consultez le Centre d'information sur le COVID-19 pour des ressources sur les vaccins.

558 704 vues

emmanuelmacron « Êtes-vous vacciné ? »

Voir les 3 992 commentaires

Il y a 6 jours



Il existe donc des sérieux doutes sur l'objectif du législateur, est-ce réellement la lutte contre la propagation du virus tel qu'il en ressort des travaux parlementaires ou alors la vaccination des citoyens français ?

Ceci étant, à supposer que l'objectif du législateur soit bien la lutte contre la propagation du virus, l'instauration du « *pass sanitaire* » dans les lieux ciblés par le décret ne répond pas à cet objectif. Cette mesure n'est donc pas adéquate eu égard à l'objectif du législateur.

PAR CONSÉQUENT, l'instauration du « *pass sanitaire* » dans les lieux visés par le décret n°2021-1059 du 7 août 2021 est illégale puisque celui-ci viole l'objectif de la loi du 5 août 2021-1040 à savoir l'ajustement des outils sanitaires permettant la lutte contre la propagation du virus.

3. Sur l'urgence

EN DROIT, l'article R. 522-1 du code de justice administrative dispose que :

« La requête visant au prononcé de mesures d'urgence doit contenir l'exposé au moins sommaire des faits et moyens et justifier de l'urgence de l'affaire »

La définition de l'urgence a été fixée dans un célèbre arrêt « Confédération des radios libres », où le Conseil d'Etat indique :

« la condition d'urgence à laquelle est subordonné le prononcé d'une mesure de suspension doit être regardée comme remplie lorsque la décision administrative contestée préjudicie de manière suffisamment grave et immédiate à un intérêt public, à la situation du requérant ou aux intérêts qu'il entend défendre ; qu'il en va ainsi, alors même que cette décision n'aurait un objet ou des répercussions que purement financiers et que, en cas d'annulation, ses effets pourraient être effacés par une réparation pécuniaire ; qu'il appartient au juge des référés, saisi d'une demande tendant à la suspension d'une telle décision, d'apprécier concrètement, compte tenu des justifications fournies par le requérant, si les effets de celle-ci sur la situation de ce dernier ou, le cas échéant, des personnes concernées, sont de nature à caractériser une urgence justifiant que, sans attendre le jugement de la requête au fond, l'exécution de la décision soit suspendue » (CE, 19 janvier 2001, Confédération des radios libres, n° 228815).

EN L'ESPECE, le décret préjudicie de manière grave et immédiate à un intérêt public à savoir la protection de la santé publique puisqu'il ne permet pas de lutter contre la pandémie, au contraire, le « *pass sanitaire* » permet aux personnes vaccinées d'entrer dans les lieux visés par le décret alors qu'elles sont potentiellement infectées par le virus.

En outre, le décret prévoit qu'il n'est plus nécessaire de porter le masque dans les lieux soumis à « *pass sanitaire* » il en résulte donc que les personnes vaccinées peuvent infecter les autres.

Une stratégie de vaccination à travers le « *pass sanitaire* » devient ainsi une fenêtre pour l'augmentation considérable de la possibilité qu'une grande partie de la population développe la forme grave de la maladie. De tels effets exposent manifestement ces individus à un risque sanitaire accru, à un moment où l'on constate que le nombre de contaminations augmente par le variant Delta, tel que cela a été démontré *supra*.

Les individus sont donc exposés à des risques de contamination plus élevés.

Aussi, le décret préjudicie de manière suffisamment grave à la situation des requérants, les exemples ne manquent pas :

- Monsieur _____ ne peut plus exercer sa pratique d'escalade sans accepter de se soumettre à plusieurs tests RT-PCR par semaine pour pouvoir accéder à sa salle. Son épouse est dans la même situation pour aller rendre visite à sa mère à l'hôpital.
- Madame _____, résidente à Paris, qui n'est pas véhiculée, doit prendre le TGV régulièrement pour rendre visite à sa famille sur Nantes. Elle devra donc effectuer des tests RT-PCR chaque semaine se rajoutant à ses contraintes du quotidien.
- Monsieur _____, restaurateur, s'attend à une perte de son chiffre d'affaires en raison de l'instauration du « *pass sanitaire* » conformément aux prédictions de son expert-comptable (**pièce n°12 attestation expert comptable**)

Le « *pass sanitaire* » ne permet donc pas un bon ajustement des outils sanitaires.

PAR CONSEQUENT, l'urgence a été démontrée.

B. A TITRE SUBSIDIAIRE SUR LA SUSPENSION DE CERTAINS LIEUX VISES PAR DECRET N°2021-1059 DU 7 AOÛT 2021

EN DROIT, tel qu'il l'a été rappelé ci-dessus, l'article L. 521-1 du code de justice administrative instaurant le référé suspension exige la réunion de 3 conditions :

- L'existence d'un recours au fond préalable à la demande de suspension ;
- L'existence d'un doute sérieux quant à la légalité de la décision administrative ;
- Une urgence.

Au cas d'espèce, ces conditions sont réunies.

1. Un recours préalable

Tel qu'il a été démontré ci-dessus, un recours préalable a été déposé (**pièce n°2**).

2. Existence d'un doute sérieux sur la légalité de la décision administrative : l'absence de nécessité de la mesure dans certains lieux visés par le décret

EN DROIT, le juge contrôle pleinement les motifs qui ont justifié la mesure de police – les risques de troubles à l'ordre public – ainsi que la proportionnalité de la mesure retenue au regard de ces risques.

La nature de ce contrôle a été précisée en 2011 (CE, Assemblée, 26 décembre 2011, Association pour la promotion de l'image et autres), le Conseil d'Etat soumettant les mesures de police au « triple test de proportionnalité », c'est-à-dire vérifiant qu'elles sont adaptées, nécessaires, proportionnées à la défense de l'ordre public.

EN L'ESPECE, l'instauration du « *pass sanitaire* » dans les lieux en plein air ainsi que dans les transports publics n'est absolument pas nécessaire pour limiter la propagation du virus.

Effectivement, les lieux de contamination ne sont pas les mêmes :

- Un article scientifique en date de Mai 2020 avait déjà conclu sur le même résultat à savoir que les contaminations avaient principalement lieu à l'intérieur²⁶.

²⁶ <https://wellcomeopenresearch.org/articles/5-83/v2>

- Une méta-analyse, faisant une synthèse de 12 études, a démontré que les personnes se contaminaient 18.7 fois moins à l'extérieur à l'intérieur²⁷ (**pièce n°10 métanalyse**).
- Une autre étude ayant mené l'expérience sur 235 clusters déterminés, 188/235 soit 80% étaient au domicile, 18/235 soit 7% dans les transports, 10/235 soit 4% dans les restaurants et 7/235 soit 0.03% dans les centres commerciaux²⁸.
- Sur le site de santé publique du Québec²⁹, on peut lire que: « *Le risque de transmission du SRAS-CoV-2 est augmenté dans des espaces restreints, mal ventilés, à forte densité d'occupants et lorsque la durée d'exposition est prolongée, c'est-à-dire qu'elle dure plus de 15 minutes. Les études suggèrent que les courants d'air entre les personnes dans des milieux intérieurs peuvent aussi être associés à la transmission à plus de deux mètres.* »

Une étude de l'Institut Pasteur a aussi montré que³⁰ (**pièce n°11 Pasteur**):

- Les cours en amphithéâtre ou en salle pour la formation continue, le sport en extérieur, et la fréquentation des lieux de culte, des commerces, et des salons de coiffure, n'ont pas été associés à un sur-risque d'infection ;
- Les transports en commun n'ont pas été associés à un sur-risque d'infection. D'ailleurs Monsieur Djebbari, Ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports a annoncé plusieurs fois publiquement qu'on ne se contaminait pas dans les transports publics³¹.
- Il apparaît également que les clusters et épisodes de transmission sont très majoritairement identifiés en espaces intérieurs comparé à l'extérieur. L'Institut s'appuie également sur une autre étude qui en atteste³².

En outre, la France est le seul pays à instaurer un « *pass sanitaire* » en extérieur :

- Le « Green Pass » en Italie s'applique aux lieux fermés³³ ;

²⁷ Tommaso Celeste Bulfone, Mohsen Malekinejad, George W Rutherford, Nooshin Razani, Outdoor Transmission of SARS-CoV-2 and Other Respiratory Viruses: A Systematic Review, The Journal of Infectious Diseases, Volume 223, Issue 4, 15 February 2021, Pages 550–561, <https://doi.org/10.1093/infdis/jiaa742>

²⁸ <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/ina.12766>

²⁹ <https://www.inspq.qc.ca/covid-19/environnement/modes-transmission#air>

³⁰ <https://www.pasteur.fr/fr/espace-presse/documents-presse/comcor-etude-facteurs-sociodemographiques-comportements-pratiques-associes-infection-sars-cov-2>

³¹ <https://www.parismatch.com/Actu/Sante/Djebbari-assure-que-les-transports-en-commun-ne-sont-pas-un-lieu-de-contamination-1706050>

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/les-transports-publics-ne-sont-pas-un-lieu-de-contamination-selon-jean-baptiste-djebbari-20201016>

³² <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/33249484/>

³³ <https://www.lesechos.fr/monde/europe/le-pass-sanitaire-entre-en-vigueur-en-italie-1337147>

- En Suisse, est utilisé le « Certificat Covid » il est obligatoire pour le transport international de voyageurs, les manifestations de plus de 1000 personnes, les clubs, discothèques, manifestations de danse³⁴ ;
- En Hongrie : un pass sanitaire a été mis en place pour les seuls établissements accueillant plus de 500 personnes, l'obligation ayant été récemment levée pour les autres lieux publics³⁵.
- Au Luxembourg il y a l'application « CovidCheck » dont le régime est facultatif, en effet les établissements ne sont pas obligés de s'y soumettre. Il est applicable pour les lieux couverts ouverts au public³⁶.

PAR CONSÉQUENT, il n'est pas nécessaire d'instaurer le « *pass sanitaire* » à tous les lieux extérieurs :

- les terrasses de tous les restaurants visés par l'article 47-1 6° du décret ;
- tous les spectacles, exposition culturelle, les concerts, les festivals, les événements sportifs visés par l'article 47-1.-I 1°a,b,c du décret pouvant avoir lieu en plein air;
- les fêtes foraines comptant plus de trente stands ou attractions visés par l'article 47-1.-I 5° du décret ;
- les terrains de sport, les stades, les pistes de patinage, les piscines en plein air, les arènes, les hippodromes,... c'est-à-dire tous les terrains sportifs de plein air visés par l'article 47-1 1°g du décret ;
- les événements culturels, sportifs, ludiques ou festifs organisés dans l'espace public en plein air qui pourraient être visés par l'article 47-1.-I 2° du décret ;
- les transports visés par l'article 47-1 I 10° du décret.

3. Sur l'urgence

EN DROIT, tel qu'il a été démontré *supra*, l'urgence résulte soit d'un risque grave pour l'intérêt public ou un préjudice grave et immédiat du requérant.

EN L'ESPECE, il découle de l'instauration du « *pass sanitaire* » dans des lieux non propices à la contamination un préjudice grave pour les requérants en ce que leurs libertés sont restreintes sans nécessité.

a) Violation du droit au respect de la vie privée des requérants

Le droit au respect à la vie privée et familiale recouvre tous les éléments de la vie personnelle et matérielle d'un individu.

³⁴ <https://ofsp-coronavirus.ch/certificat/dans-quels-cas-le-certificat-covid-peut-il-etre-utilise/>

³⁵ <https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/le-pass-sanitaire-est-il-aussi-strict-dans-les-autres-pays-d-europe-889827.html>

³⁶ https://actu.fr/societe/coronavirus/covid-19-luxembourg-port-du-masque-pass-sanitaire-on-fait-le-point_43885869.html

Le Conseil constitutionnel reconnaît également ce droit sur le fondement des articles 2 et 4 de la Déclaration des droits de l’homme de 1789 (Décision n° 2003-467 DC du 13 mars 2003, Loi pour la sécurité intérieure, cons. 8; Décision n° 2016-600 QPC du 2 décembre 2016, M. Raïme A. [Perquisitions administratives dans le cadre de l’état d’urgence III], cons. 6).

Il estime par ailleurs que les « exigences du droit de mener une vie familiale normale » découlant du dixième alinéa du Préambule de la Constitution de 1946 relèvent du bloc de constitutionnalité (*Décision n° 2003-484 DC, Loi relative à la maîtrise de l’immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité*).

La CESDH protège aussi le droit à la vie privée et familiale en son article 8 :

« Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance ».

La notion de vie privée n’étant pas définie par les textes, c’est la jurisprudence qui est venue en dessiner les contours, et notamment celle de la Cour européenne des droits de l’homme dans son arrêt *Pretty c. Royaume-Uni* du 29 juillet 2002 (n° 2346/02) :

« Elle recouvre l’intégrité physique et morale de la personne. Elle peut parfois englober des aspects de l’identité physique et sociale d’un individu. Des éléments tels, par exemple, l’identification sexuelle, le nom, l’orientation sexuelle et la vie sexuelle relèvent de la sphère personnelle protégée par l’article 8. Cette disposition protège également le droit au développement personnel et le droit d’établir et entretenir des rapports avec d’autres êtres humains et le monde extérieur. Bien qu’il n’ait été établi dans aucune affaire antérieure que l’article 8 de la Convention comporte un droit à l’autodétermination en tant que tel, la Cour considère que la notion d’autonomie personnelle reflète un principe important qui sous-tend l’interprétation des garanties de l’article 8 » (§ 61).

La liberté de pratiquer un sport, en tant que composante de la liberté personnelle, a également été consacrée comme une liberté fondamentale au sens de l’article L. 521-2 du Code de justice administrative (CE, Ord., 16 oct. 2020, Stés LC Sport, KC Aix, France active FNEAPL et Movin’, n° 445102).

EN L’ESPECE, il est incontestable que le droit au respect de la vie privée des requérants est restreint par une mesure non nécessaire et non proportionnée en ce que les requérants doivent se soumettre à des preuves sanitaires qui peuvent dévoiler des informations personnelles pour entrer dans des lieux où on ne se contamine pas.

Les requérants auront même besoin de se soumettre à des preuves sanitaires pour pratiquer certains sports en plein air.

Ces mesures ne sont pas nécessaires et contraignent les requérants de manière inutile et répétée, la restriction de leurs libertés n’a aucune justification.

b) Violation de la liberté d’aller et venir des requérants

La liberté d’aller et venir est protégée par les articles 2 et 4 de la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen de 1789 (*Décision n° 2003-467 DC du 13 mars 2003*).

C’est l’une des composantes de la liberté individuelle que l’article 66 de la Constitution du 04 octobre 1958 place sous la surveillance de l’autorité judiciaire (*Décision n° 2003-467 DC du 13 mars 2003*).

Elle est également protégée par l’article 2 du protocole n°4 de la Convention de sauvegarde des droits de et des libertés fondamentales (CESDH) en ces termes :

« *Quiconque se trouve régulièrement sur le territoire d’un Etat a le droit d’y circuler librement et d’y choisir librement sa résidence. Toute personne est libre de quitter n’importe quel pays, y compris le sien.* »

La liberté d’aller et venir a par ailleurs expressément été appréciée comme constitutive d’une liberté fondamentale au sens de l’article L. 521-2 du Code de justice administrative (*CE, ord., 9 janv. 2001 Desperthes, n° 228928*).

EN L’ESPECE, l’article 47-1 I 10° du décret vient limiter les déplacements et l’utilisation des transports collectifs. Il porte nécessairement atteinte à la liberté d’aller et venir. Il conditionne l’exercice de cette liberté puisqu’il est exigé pour l’accès à de nombreux lieux publics et pour l’utilisation de transports publics en cas de « *déplacements de longue distance* ». Or il a été démontré *supra* que les transports publics n’étaient pas un lieu de contamination.

La restriction de la liberté d’aller et venir n’est donc absolument pas justifiée.

C. A TITRE INFINIMENT SUBSIDIAIRE SUR LA SUSPENSION DU DECRET EN CE QU’IL NE PREVOIT PAS DE TESTS RT-PCR POUR LES NON VACCINES ET LE RETRAIT DU PORT DU MASQUE DANS LES LIEUX SOUMIS A PASS SANITAIRE

En droit, les conditions du référé suspension ont été développées *supra*.

1. Un recours préalable

Cette condition est remplie, voir *supra*.

2. Sur l’illégalité du décret en ce qu’il ne répond pas à l’objectif de la loi

Tel qu’il l’a été rappelé *supra*, la nouvelle loi doit permettre l’ajustement des outils sanitaires dont les autorités disposent pour lutter contre la propagation du virus.

Or, tel qu'il l'a été démontré, « le *pass sanitaire* » ne répond pas à cet objectif en ce qu'il traite de manière différente les personnes non vaccinées des personnes vaccinées, alors que la vaccination ne permet en rien de limiter la propagation du virus.

C'est pourquoi dans les lieux soumis à « *pass sanitaire* » sachant que les personnes vaccinées peuvent être potentiellement infectées, il serait nécessaire de continuer à porter le masque. Effectivement de nombreuses études tendent à démontrer que le port du masque est efficace contre la contamination du virus³⁷.

PAR CONSÉQUENT, il est nécessaire de suspendre le décret en ce qu'il n'impose pas un test RT-PCR aux personnes vaccinées et en ce qu'il prévoit le retrait du masque dans les lieux soumis à « *pass sanitaire* ».

3. Sur l'urgence

EN L'ESPECE, le décret préjudicie de manière grave et immédiate à un intérêt public à savoir la protection de la santé publique puisqu'il ne permet pas de lutter contre la pandémie. Au contraire, l'instauration du « *pass sanitaire* » crée un risque accru de contaminations en permettant à des personnes vaccinées mais porteuses du virus d'entrer dans les lieux visés par le décret.

En outre, le décret prévoit qu'il n'est plus nécessaire de porter le masque dans les lieux soumis à « *pass sanitaire* », ce qui participe à un relâchement de la prudence, il en résulte donc que les personnes vaccinées peuvent infecter les autres.

Une stratégie de vaccination à travers le « *pass sanitaire* » devient ainsi une fenêtre de risque avec une possible augmentation des risques de contaminations ainsi qu'un risque accru de développement des formes graves. De tels effets exposent manifestement ces individus à un risque sanitaire accru, à un moment où l'on constate que le nombre de contaminations augmente par le variant Delta, tel que cela a été démontré *supra*.

Ils sont donc exposés à des risques de contamination plus élevés.

Le « *pass sanitaire* » ne permet donc pas un bon ajustement des outils sanitaires.

PAR CONSÉQUENT, l'urgence a été démontrée.

³⁷ <https://www.inspq.qc.ca/publications/3053-methodes-barrieres-environnements-travail-covid19>
[https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(20\)31142-9/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)31142-9/fulltext)
<https://gh.bmj.com/content/bmjgh/5/5/e002794.full.pdf>

PAR CES MOTIFS

Les requérants concluent qu'il plaise au Conseil d'Etat :

A TITRE PRINCIPAL DE SUSPENDRE le décret n°2021-1059 du 7 août 2021 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire en ce qu'il viole l'objectif de la loi du 05 août 2021 et donc, ne permet pas de lutter contre la propagation du virus.

A TITRE SUBSIDIAIRE DE SUSPENDRE le décret n°2021-1059 du 7 août 2021 en ce qu'il instaure le décret dans des lieux où on ne se contamine pas, à savoir :

- les terrasses de tous les restaurants visés par l'article 47-1 6° du décret ;
- tous les spectacles, expositions culturelles, les concerts, les festivals, les événements sportifs visés par l'article 47-1.-I 1°a,b,c du décret pouvant avoir lieu en plein air ;
- les fêtes foraines comptant plus de trente stands ou attractions visés par l'article 47-1.-I 5° du décret ;
- les terrains de sport, les stades, les pistes de patinage, les piscines en plein air, les arènes, les hippodromes c'est-à-dire tous les terrains sportifs de plein air visés par l'article 47-1 1°g du décret ;
- les événements culturels, sportifs, ludiques ou festifs organisés dans l'espace public en plein air qui pourraient être visés par l'article 47-1.-I 2° du décret ;
- les transports visés par l'article 47-1 I 10° du décret.

A TITRE INFINIMENT SUBSIDIAIRE DE SUSPENDRE le décret n°2021-1059 du 7 août 2021 en ce qu'il instaure une dérogation des tests RT-PCR aux personnes vaccinées et une dérogation au port du masque dans les lieux soumis à « *pass sanitaire* ».

EN CONSEQUENCE prononcer l'obligation pour les personnes vaccinées de se soumettre à un test RT-PCR et réinstaurer le port du masque dans les lieux soumis à « *pass sanitaire* ».

EN TOUT ETAT DE CAUSE

ORDONNER le versement aux requérants d'une indemnité de 3.000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Fait à Paris, le 10 août 2021

Fabrice DI VIZIO



BORDEREAU DE COMMUNICATION DES PIECES

Pièce n°1 Statuts association

Pièce n°2 preuve dépôt REP

Pièce n°3 preprint n°1

Pièce n°4 étude singapour

pièce n°5 Viral infection and transmission in a large well-traced outbreak caused by the Delta SARS-CoV-2 variant

Pièce n°6 preprint 2

Pièce n°7 presse

Pièce n°8 CDC

Pièce n°9 imperial college

Pièce n°10 métanalyse

Pièce n°11 pasteur

Pièce n°12 attestation expert-comptable